LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1706
du 16 au 22 mai 2013

« Combien de crimes ont été commis simplement parce que leur auteur ne pouvait supporter d'avoir tort. »

Albert Camus

Populismes

Un groin peut en cacher un autre

M 02137 - 1706 - F: 2,50 €

L'AMERE PATRIE PAGE 9

Sommaire

Actualité

La Berezina des retraites, par G. Goutte, *page 3*
Météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 4*
À morale, morale et demie, par R. Constant, *page 5*
Chronique néphrétique, par Rodkol, *page 6*
La gauche bien sage de Mélenchon, par Daniel et Jérôme, *page 7*

Arguments

Patrie, fausse amie, par le groupe Orwell, *page 9*
Pour faire des monstres, par N. Potkine, *page11*

International

De la peine de mort, par P. Schindler, *page14*
L'Espagne au sang chaud, par R. Pino, *page 14*
Une forme de guerre, par P. Sommermeyer, *page 15*

Expressions

L'usage des armes, par A. Bernard, *page 16*
Portrait d'Arendt, par M. Topé, *page 18*
Un manuel des gauches, par S. Moulis, *page 19*
Révolution et intellectuels, par C. Margat, *page 20*

Mouvement

Le congrès, la radio et la vie du mouvement, *page 21*
L'agenda noir et rouge, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga,
La Sala, Clément Schovaert, Nemo

Tarifs

(hors-série inclus)

France et étranger

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ◯ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ◯ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Retraités à nouveau dépouillés

Les populations mondiales sont victimes des diktats de l'Union européenne, du FMI ou des deux à la fois. Ces organismes lointains, exempts de tout contrôle populaire, ont su construire une utopique « réalité » économique néolibérale visant à la primauté des riches et des lois du marché. Le projet officiel est de mettre fin à la « crise » et, pour cela, d'apurer la dette des pays auprès de banques qui, par leurs cupides bévues, sont elles-mêmes à l'origine de la fameuse crise. Les recettes sont criminellement simples : baisse des salaires, diminution des charges aux entreprises compensée par l'augmentation des TVA, élimination des lois garantissant emplois et salaires, réduction drastique des dépenses publiques, abandon des services publics au privé, bref faire payer les bourdes des banques et des riches à ceux qui n'ont rien ou presque rien. Autant de vilenies hypocritement baptisées réalisme, austérité, réformes courageuses. Et les journalistes tout dévoués, et les experts en titatas de tout poil d'ânonner en chœur que « *la rigueur n'est pas un choix* », qu'« *il faut réduire la dépense et ce de manière radicale* ». Par la grâce du *storytelling*, « *un mensonge mille fois répété devient réalité* ». À peine si quelques voix discordantes, évoquant un « *naufrage avéré de la construction européenne* », une « *Europe vraiment à l'agonie* », viennent troubler ce fétide rabâchage tandis que les populistes de droite ou de gauche prônent le retour aux protectionnismes. Pour sa part, notre confrère *Fakir*, dans son numéro du 18 avril, appelle carrément à la banqueroute et ses analyses ne manquent pas de pertinence. De Sully à Poincarré en passant par Louis XV, le « défaut de paiement souverain » n'a-t-il pas de tout temps permis aux décideurs de désendetter le pays ? D'autre part, actuellement, tous les pays qui se sont inclinés devant les injonctions du FMI et de l'UE – France, Espagne, Ghana, Corée du Sud et surtout Portugal et Grèce – ont vu augmenter chômage, pauvreté et dette même, alors que les pays courageusement banqueroutards – Argentine, Malaisie avant les récentes élections, Islande –, en s'asseyant sur ces directives meurtrières, ont diminué leur taux de chômage et relancé la consommation. Preuve que tant que la révolution n'est pas effective, priorité reste à la préservation coûte que coûte des acquis sociaux. C'est pas le moment d'écouter le chant des sirènes des partisans de l'auto-entreprise si douce au patronat ou de la marginalisation dans son coin, mais plutôt de retrousser les manches et de faire tonner la voix de la rue, la seule que redoutent les vide-gousset politiques et financiers. Sous peine que la Grande Muraille de Chine ne soit pas assez longue pour y taguer en entier la liste des cons.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

On en a peu parlé (y compris dans nos colonnes), mais cela fait déjà plus d'un mois que les négociations entre syndicats de travailleurs et patronat au sujet des retraites complémentaires et de leurs régimes (Arrco – pour les salariés – et Agirc – pour les cadres) sont terminées. Retour sur une nouvelle atteinte à nos droits et à nos conditions de vie.

Petit rappel des faits

À l'origine, l'enjeu affiché de ces « tractations » n'était autre que la réduction du déficit annuel de l'Arrco et de l'Agirc, lequel déficit, à en croire les chiffres, s'élevait à près de cinq milliards d'euros en 2012. Mais sous ces motivations économes, se cachait, bien sûr, la sempiternelle volonté gouvernementale de dépouiller les plus démunis pour renflouer les caisses de l'État et les poches du patronat.

Du côté du Medef, on affichait jusque-là le désir de voir les pensions des retraités revalorisées de un point inférieur à l'inflation pour une durée de cinq ans minimum dès 2013… Ce qui se serait traduit par une baisse de 5 % du pouvoir d'achat des retraités et aurait conditionné – à la baisse – le calcul des retraites des salariés. L'organisation patronale souhaitait également s'attaquer aux pensions des veufs et veuves, en les indexant sur la durée du mariage des concernés.

Les syndicats de travailleurs, eux, demandaient une augmentation des cotisations patronales – en particulier celles des entreprises réalisant de gros bénéfices –, voire salariales, et ce afin de ne pas toucher aux revenus des retraités, pour la plupart déjà bien maigres. Devant l'intransigeance du patronat, la CGT et FO avaient quitté, début mars, la table des négociations, laissant la CFDT, la CFTC et la CGC négocier seules avec le Medef. Les trois organisations avaient alors vite fait savoir qu'elles étaient prêtes à accepter une désindexation des pensions (sans pour autant préciser le niveau !), mais seulement si, en contrepartie, le patronat acceptait le principe d'une augmentation des cotisations des employeurs…

Quant au gouvernement, il avait très vite annoncé qu'il était probable que les pensions octroyées par les régimes de retraite de base (Cnav et MSA) – dont la réforme est prévue pour cet été – connaîtraient, à terme, le même sort que les régimes complémentaires… Autrement dit, il entendait faire de la réforme des régimes de retraite complémentaire une réforme plus générale du régime de retraite dans son ensemble. Le Medef encourageait d'ailleurs l'État à s'engager dans cette voie, pourvu, bien sûr, que cette réforme n'implique aucune augmentation des cotisations patronales.

Les directions syndicales responsables

L'accord – dont l'enjeu était de taille ! – fut signé le 13 mars. Et ce qui se profilait dès le début des négociations s'est confirmé : les retraités voient leurs pensions sous-indexées par rapport à l'inflation depuis le 1er avril et, à partir du 1er janvier 2014, les travailleurs actifs supporteront à hauteur de 40 % l'augmentation de la cotisation pour l'Arrco et l'Agirc. Et le gouvernement, bien sûr, confirme son ambition de réformer dans cette veine-là les régimes de base… Une fois de plus, les directions syndicales n'ont pas été à la hauteur. Non seulement celles de la CFDT, de la CFTC et de la CGC (qui ont ratifié l'accord), mais aussi celles de la CGT et de FO qui, malgré leur retrait des négociations, n'ont pas pour autant su (voulu ?) construire un vrai rapport de forces pour bloquer les négociations : pas d'appels à la grève, peu de manifestation et, même, peu de communication autour de cette question.

Une fois de plus, cette histoire ne fait que témoigner de l'impasse qu'incarnent ces négociations nationales. Le 11 janvier, de semblables avaient abouti, malgré les départs « enragés » de la CGT et de FO, à un accord national interprofessionnel instaurant une flexibilité synonyme de précarité et d'insécurité pour les travailleurs. Les retraités, mais aussi les salariés (actifs ou non), devront donc investir la rue et les entreprises par la grève et les manifestations pour, via des organisations syndicales réappropriées (et, donc, des bureaucraties dépassées), imposer la satisfaction de leurs intérêts immédiats. Le reste n'est qu'illusion, hypocrisie et mensonge. **G. G.**

ERRATUM

Dans l'édito du précédent numéro du *Monde libertaire*, notre confrère Jean-Luc Porquet, du *Canard enchaîné*, a été par erreur affublé du prénom de « Jérôme ». Nous lui en demandons pardon. Le coupable sera donc condamné, comme le veut la coutume de l'illustre confrère, à une tournée générale au champagne.
La rédaction du ML

Météo syndicale

« Le gouvernement ne se couche pas… » Si, si ! C'est Arnaud Montebourg qui l'a dit aux syndicats dans des propos recueillis par des journalistes du quotidien *Le Monde* ! Le fait que cette formule à l'emporte-pièce soit mise à la une du supplément *Eco & Entreprise* (daté du 5-6 mai) montre bien l'effet d'annonce. Partout, les sycophantes du gouvernement tentent médiatiquement de sauver les meubles, et on envoie Arnaud Montebourg (postulant au titre de mouton noir de la social-démocratie ?) au créneau.

En parcourant les pages du « quotidien du boulevard Blanqui », on n'apprend pas grand-chose. Les représentants du syndicalisme (Edouard Martin de la CFDT ArcelorMittal à Florange, Nathalie Durand-Prinborgue de STX Saint-Nazaire et Jean-Pierre Mercier, de la CGT PSA) posent de bonnes questions. Arnaud Montebourg répond sur son violon habituel : « *Je ne peux pas toujours réussir, mais il y a des succès* », ou « *On ne s'écrase devant personne* » et le désormais célèbre « *Le gouvernement ne se couche pas* ». Le débat reste courtois… Y a-t-il eu des promesses… des informelles ?

Encore une opération redorage du blason gouvernemental ou, plutôt, une nouvelle promotion du vieil adage : demain, on rase gratis et les lendemains du monde du travail seront resplendissants.

Pourtant, du côté patronal, ça revendique ! Ainsi, Lakshmi Mittal, PDG d'ArcelorMittal, a dernièrement appelé les gouvernements européens à « *baisser les coûts de l'énergie et du travail* ». Concernant la France, il a déclaré : « *Il faudrait que les coûts de l'énergie soient moins chers comme aux États-Unis ou en Allemagne. En France, le coût du travail est par exemple 20 % plus élevé qu'en Espagne et votre droit du travail reste encore trop rigide.* » Tiens, tout ça, il l'a sûrement dit il y a belle lurette à notre président de la République !

Alors, avec toutes ces catastrophes annoncées et pas démenties, cela va-t-il nous gâter le plaisir du printemps enfin arrivé ? Les partisans de la voie parlementaire ont beau agiter leurs moulins à prières et miroirs aux alouettes, le réveil syndical semble encore jeté aux oubliettes.

Que des salariés en lutte soient présents à la manifestation du 5 mai avec leurs banderoles syndicales, soit. Mais croire que tout va changer en exigeant du gouvernement qu'il vire de cap, ou déclarer que, « *par le biais du Front de gauche, on revendique une vraie politique sociale* »… Est-ce la célèbre courroie de transmission à l'envers ? Cela semble plutôt le refus que les syndicats se suffisent à eux-mêmes, ce qui signifie, comme l'écrivait Léon Trotski, « *la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée que sont les syndicats* ».

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Aujourd'hui encore il y a toujours du pain sur la planche pour l'autonomie syndicale !
2. Léon Trotski, « Communisme et syndicalisme », 1929, in *Classe ouvrière, parti et syndicat*, Classique Rouge, n° 41970. Cité par René Berthier, dans *Octobre 1917. Le thermidor de la révolution russe*, Éditions CNT-RP.

Morale laïque

Innovation pédagogique ou illusionnisme politique ?

« Le changement c'est maintenant. » Ou peut-être plus tard, finalement, on ne sait plus très bien. En matière d'éducation comme en économie ou en fraude fiscale, le gouvernement actuel ne s'illustre pas par son originalité.

Le ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, philosophe de formation (ça change tout, évidemment), a récemment annoncé l'instauration d'un enseignement de la morale laïque à l'école visant à permettre, « *dans la République, de vivre ensemble selon notre idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité* ». Il était temps ! Les sauvageons vont enfin apprendre le savoir-vivre ! C'est la révolution. Sauf qu'il n'y a pas si longtemps, en août 2011, sous le sarkozysme déclinant, le ministre Luc Chatel annonçait lui aussi le retour de « l'instruction morale » à l'école, afin « *de transmettre les principes essentiels de la morale universelle, fondée sur les idées d'humanité et de raison* » pour apprendre à discerner le bien du mal (circulaire du 25 août). Mais bon, il y a morale et morale, rien à voir. En tout cas, c'était foncièrement différent de l'instruction civique et de l'éducation à la citoyenneté qui avaient cours jusque-là et qui visaient, elles, à former des individus responsables, conscients de leur environnement, respectueux des différences… Rien à voir, je vous dis.

Un peu d'histoire

L'instruction morale et religieuse a été instaurée par Jules Ferry au moment de ses grandes lois sur l'école de la République, en 1882. Elle prenait une forme certes différente d'aujourd'hui, basée sur des maximes à l'attention de nos chères têtes blondes, telles que « *pain mal acquis remplit la bouche de gravier* » (si c'était vrai, nombre de nos dirigeants compteraient leurs dents…). Cet exemple est un peu caricatural, mais l'idée, au fond, était semblable : il fallait transmettre les règles de vie en société. Ferry voulait remplacer la morale religieuse par une morale républicaine pour fonder l'ordre social sur de nouvelles valeurs compatibles avec le régime à la tête duquel il se plaçait. Et son œuvre a perduré jusqu'en 1968, où l'on s'est finalement rendu compte (entre autres choses) que les leçons de morale semblables à un catéchisme laïque étaient définitivement surannées. Pour autant, sous une forme différente, moins formelle, le même enseignement a perduré sous différents noms jusqu'à nos jours.

Rien ne sert donc aujourd'hui de crier au retour de l'ordre moral et de monter les barricades pour défendre la liberté de penser des petits écoliers. L'esprit critique n'est pas plus en danger que les religions, que chaque camp se rassure. Derrière les annonces, les redéfinitions, la réaffirmation d'un idéal et des objectifs accordés, rien de nouveau. Pourquoi alors remettre une couche de morale et de débat sur la morale ? C'est sans doute là que réside la vraie question.

La double illusion

Nicolas Sarkozy et ses sbires nous avaient déjà largement habitués aux effets d'annonce, aux réformes cosmétiques qui, à défaut de pouvoir apporter un changement quelconque, offrent l'illusion de l'action, voire du courage politique. Ça ne mange pas de pain : on convoque les médias, on lance des petites phrases, on suscite le débat avec des mots symboliquement chargés, et on fait ainsi parler de soi. Parce qu'il vaut mieux aujourd'hui ne rien faire dans l'ostentation qu'être efficace dans la discrétion. Avec le rythme effréné de la vie politique et des médias, plus personne n'a le temps de se soucier des résultats, seule comptera la déclaration d'intention.

Nous refaire le coup de la morale laïque présente donc l'avantage de susciter l'attention des médias, avec d'autant plus de profit que le débat construit autour d'un mot donne à penser qu'on ose une réforme clivante, courageuse, alors que finalement on ne propose que d'appeler différemment ce qu'on fait depuis bien longtemps. Et au passage, peut-être arrive-t-on à s'attirer la sympathie des quelques réacs, de droite comme de gauche, qui se disent que tout de même, notre jeunesse n'est plus ce qu'elle était, et que de la discipline assortie de quelques châtiments corporels ne peut pas faire de mal.

L'annonce du retour de l'éducation morale à l'école fonctionne comme une double illusion : illusion de l'action (la « réforme », devenue le leitmotiv de toute politique), mais aussi illusion de la capacité de l'école, voire de l'école seule, à régler les problèmes sociétaux et sociaux. Que le ministre y croie, ou qu'il veuille le faire croire à ses administrés, peu importe : c'est au mieux une naïveté, au pire un mensonge éhonté que de prétendre que l'école est la clé pour permettre le vivre ensemble. C'est tout un système, social et économique, qui crée de la violence entre les individus, fait naître des clivages, cultive l'ignorance et reproduit oppression et exploitation. Sans justice pas de paix. Chômage, relégation et désespoir continueront à produire les mêmes climats de guerre civile dans les banlieues ou les mêmes poussées fascisantes dans la « France d'en bas », même si notre chère école de la République enseigne demain une « morale » du respect et de la compréhension mutuelle. Ces enseignements existent déjà, et on peut sans doute faire confiance aux professeurs pour tenter, de leur mieux, de lever les préjugés et développer l'esprit critique de leurs élèves. Mais le problème dépasse largement le cadre de l'école, qui est elle-même insérée dans des relations de pouvoir et un système qu'elle contribue malgré elle à reproduire. Pour y apporter des solutions, on ne fera pas l'économie d'un changement, réel, global et radical.

Romain Constant
Groupe libertaire Louise-Michel

Brèves de combat

Profs jetés à la rue au Danemark

Depuis le 1er avril (et ce n'est pas un poisson), près de 70 000 profs de l'enseignement public danois sont privés de travail suite au lock-out imposé par leur employeur, la Confédération des pouvoirs locaux (KL). Il s'agit là du dernier acte d'une série de mesures d'austérité prises par le gouvernement de centre gauche dirigé par le Premier ministre social-démocrate Helle Thorning-Schmidt.

Médecins du travail menacés

Trois médecins du travail ont fait l'objet, ces derniers mois, de plaintes d'employeurs après avoir rédigé, pour des salariés, des certificats ou courriers attestant du lien entre les conditions de travail et les atteintes à la santé mentale dans des centrales nucléaires à Chinon et dans l'Ain. Il s'agit d'une première en France. L'association Santé et médecine du travail (ASMT) a lancé en ligne une pétition d'alerte et de soutien demandant l'abandon des poursuites contre les docteurs Delpuech, Huez et Berneron. Elle a déjà recueilli près de 800 signatures.

Presstalis : rien n'est réglé

La direction générale de Presstalis voudrait faire croire que tout a été réglé concernant le plan qu'elle souhaite mettre en œuvre. Un comité central d'entreprise (CCE) a été organisé pour entériner les discussions menées avec le médiateur. Or, aucune négociation n'a eu lieu au sujet de la distribution des quotidiens nationaux en province. À suivre.

Bas les masques

Un document interne de France Télécom datant de 2006 témoigne de la violence sociale au sein de l'entreprise marquée par une vague de 57 suicides en 2008 et 2009. Dommage qu'on ne le découvre qu'aujourd'hui…

1er mai : jour Ferré

Les 30 avril et le 1er mai, Radio libertaire était présente durant les concerts organisés au théâtre L'Européen. Beaucoup de numéros gratuits du *Monde libertaire* et des dépliants sur l'anarchisme et la Fédération anarchiste sont partis. Alors que les personnes qui viennent à un spectacle ont plutôt tendance à

Chronique néphrétique

Fléchissement/extension du domaine de la lutte

C'est, par exemple, lors d'un défilé du 1er mai. Le militant, par automatisme, crie en chœur avec ses collègues syndiqués : « *Banquiers, patrons, spéculateurs, taxons les profiteurs !* » Et soudain, un flash : « *Mais qu'est-ce que je suis en train de gueuler comme connerie ?! C'est pas les taxer, c'est leur retirer leur pouvoir de nuisance, c'est les virer qu'il faut faire !* » Et pourtant, c'est d'un syndicat « de luttes » qu'il s'agit…

« 75 % du salaire de référence » pour la retraite, telle était la revendication intersyndicale en 2010 pour le taux de remplacement du salaire. Mais dans les années 1990, on atteignait 84 %. Cherchez l'erreur ! Mais au fait, le « salaire de référence », c'est lequel ? Dans le temps, les syndicats parlaient de « 75 % du salaire brut », mais aujourd'hui ? 75 % du net ? Cruels reculs.

Dans le cadre de l'ANI (accord national interprofessionnel) récemment signé par d'autres syndicats dits « représentatifs », on trouve l'obligation de souscrire une complémentaire santé. Grande victoire ? Alors que c'est continuer d'attaquer la Sécurité sociale. C'est nier son aspect « universel » (au sens de collectif) et sa capacité à rembourser les soins. Il y a du fric à se faire sur notre dos ; la gratuité des soins s'est envolée, comme celle de l'école. Et lesdits représentatifs entérinent cela. Les mutuelles, comme les assureurs, sont les ennemis de la Sécu. C'est aussi individualiser au maximum les situations et diviser. Mais certains parlent de progrès pour la santé !

Bien sûr, on comprend qu'il s'agit de reculs, d'une suite de luttes ou de négociations qui tournent à l'avantage du patronat, des marchands. Mais l'enjeu est plus large : il ne s'agit pas seulement de pourcentages grignotés au fil des ans des « revenus du capital sur ceux du travail ». S'attaquer aux retraites, à toutes les autres branches de la Sécu – assurance maladie ou allocations familiales –, c'est s'attaquer à la part de salaire socialisé qui existe dans l'économie. Cette caisse géante qui permet de continuer de toucher un salaire lorsque l'on a quitté son emploi, qui permet de mettre en place un service de santé efficace, des hôpitaux, des personnels, etc. Cette caisse qui prouve tous les jours qu'en socialisant une part des richesses, nous pouvons assurer le bien-être de millions de gens, leur éviter souffrance et déchéance. Mais bien plus encore ! Cette caisse géante, si elle prenait de l'ampleur, par une cotisation plus vaste, nous permettrait de résorber en deux temps trois mouvements les prétendus trous de la Sécu, et surtout nous donnerait les moyens d'échapper à l'emprise des prêteurs, des usuriers, banquiers voleurs et spéculateurs de tous poils. L'argument de « la dette » – justifiant tous les reculs, les plans d'économies, les politiques d'austérité – n'aurait plus de poids. On comprend que les capitalistes aient tout intérêt à supprimer du paysage ce qui prouve notre force économique. Il s'agit pour eux de réduire à la portion congrue, voire de faire disparaître la part de salaire socialisé qui échappe au secteur marchand. Faire disparaître la preuve qu'ils ne sont pas indispensables. On comprend mieux alors l'acharnement commun de tous les réformateurs de droite comme de gauche depuis plus de trente ans ! Mais il s'agit pour nous, au contraire, de développer cette part jusqu'à réduire à néant la propriété lucrative et la nuisance sociale qu'elle secrète.

Reprendre l'offensive, c'est avant tout la reprendre intellectuellement, pour ne pas combattre sur le terrain miné par l'ennemi. C'est donc arriver à s'extraire des discours assénés par les régiments de journalistes, d'experts et d'idéologues formatés. C'est comprendre ce qui aujourd'hui, dans le fonctionnement de l'économie, est un levier pour changer la donne. Et c'est mettre en place une campagne de longue haleine d'information, de publications, de slogans et de visuels afin de fédérer luttes et groupes, bien au-delà des anarchistes.

On peut chercher à mettre en place des alternatives, des structures autogérées, expérimenter à des échelles réduites. Mais on peut aussi avoir l'ambition de révolutionner macro-économiquement. L'esprit des premières caisses et mutuelles ouvrières est là, mais il s'agit de changer d'échelle.

Rodkol
rodkol@netcourrier.com

D'après Bernard Friot, *L'Enjeu des retraites* et *L'Enjeu des salaires*, édition La Dispute.
Lisez, regardez Bernard Friot/Réseau salariat !

Le parti du peuple en marche

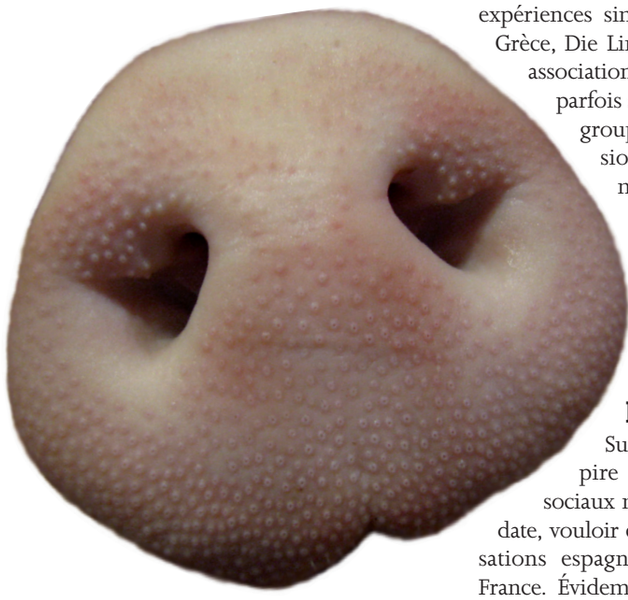
Périodiquement, la gauche française recherche un nouveau leader plus ou moins charismatique pour faire la nique au PS. Mélenchon s'y colle, populisme en avant.

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse

Jérôme

Liaison Villeurbanne



Voici plusieurs mois déjà que le Front de gauche (FdG), emmené par le tribun Jean-Luc Mélenchon, occupe une partie du devant de la scène politique. La manifestation parisienne du 5 mai a été l'occasion d'une nouvelle démonstration. Revenons sur cette force que l'on dit montante.

Nous savons que, périodiquement, la gauche française recherche un nouveau leader plus ou moins charismatique pour faire la nique au PS. Tour à tour, Arlette Laguiller de LO puis Olivier Besancenot du NPA furent ces nouveaux visages médiatiques ; plus ou moins soumis à un ordre électoral et communicationnel, ils incarnaient – pour un temps – l'espoir d'un vent de révolution. C'est pourtant des rangs du PS que vient le nouveau leader d'un électorat en mal de perspectives politiques. La première réussite de J.-L. Mélenchon fut d'agréger diverses organisations au sein d'un front de gauche, dont le PCF. Ce front de gauche, très inspiré par des expériences similaires en Europe (Syriza en Grèce, Die Linke en Allemagne), réunit des associations politiques et organisations parfois sur le déclin, des réseaux et des groupements nés de récentes scissions, en mal d'ancrage et de moyens. Aujourd'hui, certains de ces partenaires s'efforcent même de manœuvrer pour desserrer l'étau constitué par le PCF et le Parti de gauche et tenter d'exister dans cette cohabitation.

Des mots, des idées

Sur le plan politique, le FdG s'inspire beaucoup des mouvements sociaux mondiaux ; dernier exemple en date, vouloir calquer les modèles de mobilisations espagnoles des « marées » pour la France. Évidemment, les charismatiques Evo Morales et Chavez sont des figures de proue de cette rénovation d'une certaine gauche française. S'adressant aux déclassés, à partir d'une inspiration qui fait appel à Robespierre, Jaurès ou Guevara, c'est l'image du travailleur qui est surtout convoquée pour galvaniser les nostalgiques d'une gauche puissante. Dans les meetings, les chants entonnés, de *La Marseillaise* à *L'Internationale*, balaient un spectre qui invoque l'esprit de la patrie républicaine en danger ou celui de 1917. Les références à la « nation », à Marianne, à « la France belle et rebelle », à la « patrie républicaine », à l'exemplarité universelle de ce mouvement qui se met en marche… mêlent ainsi des valeurs et des conceptions qui peuvent toucher largement un électorat nostalgique d'une France jacobine des droits de l'homme, des mythes d'un peuple émancipateur, et qui rêve encore au plein emploi.

On ne peut pas nier que contester la prédominance du FN sur son propre terrain est ambitieux, mais on se demande où veut en venir Mélenchon quand il explique qu'il faut défendre les travailleurs menacés comme s'ils étaient les membres d'une même famille, lorsqu'il réaffirme toujours et encore qu'avec lui c'est le « peuple » qui est en marche, et qu'il prend pour cible les Chinois et autres Qataris, ces investisseurs qui achètent le patrimoine français. Ce tribun affirmait récemment que l'usage des mots choisis pour ses déclarations étaient très réfléchis avec son équipe de campagne. Dont acte.

Il n'y a aucune mauvaise foi à écrire ici que si le FdG rejette des institutions européennes et les fonctionnements de la V^e^ République, il assume déjà le fait d'avoir des députés et sénateurs à Paris comme à Strasbourg. Par rapport au Parti socialiste, la manœuvre étant de rééquilibrer le rapport de force, le secrétaire du FdG, François Delapierre, n'écarte pas de participer à un gouvernement avec des socialistes (entendu sur France Info le 6 mai). Quant aux incantatoires appels à « l'insurrection citoyenne », que penser de la déclaration de Mélenchon sur France Inter le 6 mai : « *Je suis un démocrate, je crois aux élections, je crois à l'articulation entre mouvement social et mouvement électoral, tous les gens normaux sont comme ça.* » Une insurrection qui finirait donc dans les urnes ?

Cette conception toute partidaire de la contestation sociale qui doit trouver son débouché dans les urnes n'est pas bien originale ; elle est surtout un bel accroc à la notion d'indépendance des mouvements sociaux, chère aux libertaires, entre autres. La vision de banderoles de syndicats (CGT) lors de la manifestation du 5 mai est une belle démonstration d'une conception décalée de l'indépendance syndicale. Toute l'Europe des nouvelles contestations sociales réfléchit au dépassement du capitalisme et de la dépendance au vieux système des partis, mais le FdG, lui, cherche à canaliser électoralement les colères légitimes de ceux qui souffrent du capitalisme.

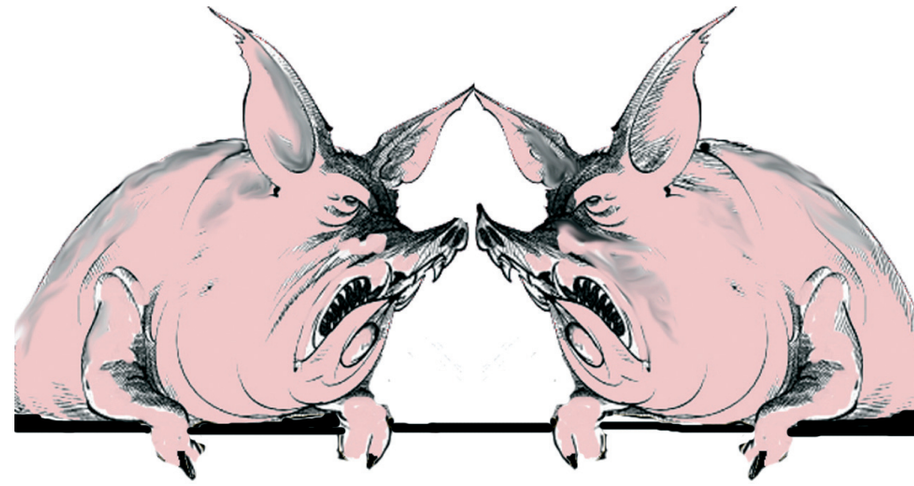
Une stratégie en trompe-l'oeil

Dès lors, la journée du 5 mai s'est inscrite tout naturellement dans la stratégie de conquête d'un pouvoir confisqué depuis des décennies par le PS. Celui-ci avait mis au ban des pestiférés le Parti communiste d'alors, en lui volant électoralement les millions de sympathisants qui votaient pour ses candidats. Mélenchon

acheter des CD, beaucoup d'ouvrages ont été vendus. La présence de Radio libertaire, annoncée et saluée par les organisateurs, a été remarquée et appréciée.

Mexique : lutte des enseignants

La politique de globalisation mondiale impose des politiques de profits, déprédation et pillage des ressources naturelles, ainsi qu'une exploitation inhumaine des salariés. Au Mexique, avec l'arrivée du nouveau gouvernement, les recommandations de l'OCDE sont suivies au pied de la lettre. En moins de cinq mois, deux réformes ont été imposées qui renforcent la concurrence mercantile comme élément central. Les travailleurs, et en particulier ceux de l'éducation, luttent contre ces réformes structurelles. Grève enseignante commencée le 25 février au Guerrero continuée le 22 avril dans l'État du Michoacán, meetings, manifestations de rue, assemblées, forums, congrès éducatifs, piquets, exigent l'arrêt de la mise en œuvre de cette réforme qui ne repose pas sur un consensus avec la société. (Source : CNTE, Coordination nationale des travailleurs de l'éducation.)



essaye donc de faire retrouver le lustre d'antan d'une organisation dans laquelle les marxistes-léninistes sont toujours influents. Et qui ne voient pas d'un bon œil le second rôle que veut faire jouer au PCF le leader du Parti de gauche (PG). Mais les différentes étapes imposées par le PG vont dans leur sens. En effet, les prolongements proposés du 18 mai avec la Marche des femmes contre l'austérité et le week-end de manifestations régionales des 1er et 2 juin sont de la même veine : occuper la rue, sur des revendications économiques, pour permettre aux colères de s'exprimer dans un cadre prédéfini. N'oublions pas que, l'année prochaine, il y aura les élections municipales et les élections européennes. Dès lors, la revendication par le FdG d'une VIe République va paraître bien futile au regard des futures élections qui vont déterminer les rapports de force à l'intérieur de la gauche. Le PS ne s'y trompe pas. La situation économique ne joue pas en sa faveur et ses secrétaires fédéraux sont déjà dans une minimisation des résultats à venir.

La VIe République en question

Mais revenons à cette VIe République qui serait celle qui redonnerait « le pouvoir au peuple ». La date du 5 mai n'a pas été prise au hasard. Elle correspond historiquement à l'ouverture des États généraux de 1789, qui furent les deniers de l'Ancien Régime et préfigurent la Révolution française quelques mois plus tard, puisque, face à la grogne de la bourgeoisie, une Assemblée constituante va être mise en place et va se substituer à la monarchie.

La Constituante permet à une société de définir les différents organes politiques, judiciaires… Durant l'élection présidentielle, le Front de gauche appelait déjà, s'il venait au pouvoir, à changer la Constitution de 1958. Les arguments tenus par les responsables du FdG sur la nécessaire évolution de cette Constitution, du fait des changements notoires à la fois dans nos vies quotidiennes, dans l'évolution des mœurs, du changement des catégories socioprofessionnelles, paraissent recevables au regard de l'accroissement démographique en cinquante ans. Mais peut-on croire réellement qu'en changeant les règles du jeu démocratique de l'État, on changera le fait que certains sont attirés par le pouvoir ? Et qu'est-ce qui, réellement, va changer dans les modes de décision ?

N'oublions pas que l'État met tout en place pour préserver sa reproduction. Le déterminisme social fait que les classes dirigeantes sont pour la plupart issues d'écoles d'élites. Rares sont ceux qui ont bénéficié d'une ascension sociale et ont été acceptés comme tels par leurs pairs. Dès lors, en quoi une VIe République serait-elle plus avenante pour les libertaires ? Certaines propositions sont alléchantes : le référendum révocatoire par exemple, qui semble être proche de ce que nous appelons la révocabilité des élus. Mais le continuum est là. À aucun moment, le capitalisme n'est remis en cause. Seul, le monde de la finance est montré du doigt !

Or l'affaire Cahuzac a permis de montrer cette connivence entre les oligarchies économiques et politiques. Celles qui se gavent grâce aux intérêts de la dette de l'État, et par là même dictent leurs conditions économiques et sociales à toute la société française et européenne. Pourtant, cette notion de République, les anarchistes peuvent la faire leur. La *res publica*, la chose publique, nous l'avons toujours mise en avant dans nos expériences autogestionnaires.

Ce que nous ne pouvons prendre à notre compte, c'est l'État, car c'est lui qui crée cette oligarchie. Qui nous dit que ceux qui veulent la disparition de l'ancienne ne vont pas en créer une nouvelle ? Cette élite partidaire que l'on retrouve au sein du Parti de gauche, du Front de gauche, semble être dans cette logique.

Ce n'est pas d'un ravalement de façade dont nous avons besoin, c'est d'une véritable démocratie directe dans les entreprises et les quartiers, au niveau local, puis régional et national. Mais il nous appartient de la construire dans les faits.

D. et J.

Capitalisme, patriotisme et fédéralisme libertaire

Groupe Orwell de Martigues

Depuis que la mondialisation s'est imposée comme le terme désignant la forme avancée du capitalisme, il se trouve de plus en plus de voix qui, pour s'y opposer, en appellent au patriotisme. Le triptyque État-nation-patrie serait le plus sûr rempart contre un capitalisme se jouant des frontières, détruisant tous les particularismes locaux, les singularités et les identités. Le repli derrière la patrie permettrait de se défendre face au capital fluide et mobile aboutissant au déracinement généralisé.

Patries, nations et capital

Bien entendu, il n'est pas ici question de contester ces effets dévastateurs du capitalisme. Mais plutôt de s'intéresser à ce discours nationaliste couplé à une rhétorique vaguement socialiste ou disons anticapitaliste. Orwell pensait que le fascisme était « *une perversion du socialisme* ». Pour accéder au pouvoir, une organisation fascisante doit prendre appui sur les masses et donc sur ce qui reste, dans une société atomisée, de la conscience d'une exploitation. Comme l'avait remarqué Hannah Arendt, à partir du moment où un parti se dit à la fois nationaliste et socialiste, c'est-à-dire tout et son contraire, il devient très difficile de s'y opposer rationnellement : « *Le nom même du mouvement nazi s'appropriait le contenu politique de tous les autres partis et prétendait implicitement les incorporer tous*[1]. » Mais le discours actuel mêlant élans nationalistes et anticapitalistes n'est pas seulement terriblement dangereux, il est aussi simplement aberrant.

La continuation de l'impérialisme colonial

Car l'État a toujours été un fidèle allié du capital. Dès son origine, le capitalisme a voulu s'étendre sans fin et l'État fut son bras armé. La mondialisation est la continuation de l'impérialisme colonial. Cette expansion a trouvé devant sa route les luttes émancipatrices des colonisés bien souvent elles-mêmes animées par des visées patriotiques locales. Les indépendances ainsi conquises sont restées très relatives tant sur le plan politique qu'économique. La domination capitaliste s'est adaptée à cette nouvelle donne. Aujourd'hui, l'interventionnisme militaire se justifie pour des raisons humanitaires mais les motifs géopolitiques et économiques ne sont jamais absents. L'État continue de protéger les intérêts du capital par delà et à l'intérieur des frontières par son arsenal militaire et policier.

Les patries sont des barrières que les dominants ont dressées. Ils peuvent s'en affranchir dans les phases d'expansion ou bien les utiliser comme base de repli en temps de récession. Lorsque le capital est en crise comme aujourd'hui, l'État lui vient en secours. Une fois la recapitalisation assurée par lui, l'État facilite la tâche du patronat en permettant, par exemple, de récupérer de plus grandes marges sur le travail. Quand bien même l'État parvient à dominer les marchés, voire à les faire disparaître, devenant ainsi socialiste, cela aboutit à la mise en place d'une vaste bureaucratie et d'une nouvelle classe

dirigeante. Le renforcement provisoire de l'État afin de juguler le capital pour mieux pouvoir disparaître ensuite est une billevesée sanguinaire dénoncée dès le départ par les libertaires et sanctionnée par l'expérience soviétique ou autres. Lorsque l'État socialiste s'installe derrière des frontières, les résistances qu'il provoque à l'intérieur et à l'extérieur induisent historiquement une dictature plus ou moins belliciste.

Guerre permanente et haine du frère

Comme l'ont toujours affirmé les anarchistes, le patriotisme est une guerre permanente. Lorsqu'il ne conduit pas à fournir de la chair à canon dans le cadre de guerres impérialistes, le nationalisme est un instrument de domination qui permet de gommer les antagonismes de classes au nom de l'accumulation des richesses. Le patriotisme sert la classe dominante dans sa guerre contre les dominés sans que ceux-ci s'en aperçoivent. Parce que cette guerre est menée en leur propre nom par le jeu de la démocratie représentative. Parce que le système éducatif d'État vise de plus en plus à former les individus selon les critères imposés par l'économie. Mais aussi parce que l'État joue subtilement sur les soubassements affectifs du patriotisme ; la patrie étant littéralement « le pays du père ».

Dans *Patrie et humanité*, Élisée Reclus définit le patriotisme comme « *l'amour exclusif de la patrie, sentiment qui se complique d'une haine correspondante contre les patries étrangères* ». C'est « *le produit d'un égoïsme agressif ne pouvant aboutir qu'à la destruction, à la ruine des œuvres humaines et à l'extermination des hommes* ». Reclus ajoute : « *Mais le peuple est naïf, et sous ce mot de "patrie", on lui a fait comprendre mille choses douces ou belles qui ne comportent nullement la division de la terre en parcelles ennemies. La suave odeur du sol nourricier, les figures souriantes des vieillards qui nous aimaient, les chers souvenirs de l'étude et de l'effort avec de hardis compagnons, les œuvres entreprises en commun dans la jeunesse, et surtout le langage qui résonna le premier à nos oreilles et dans lequel nous avons entendu les paroles décisives de notre vie, tout cela est l'héritage naturel de chaque homme, dans quelque partie du monde que soit placé son berceau, tout cela est antérieur à l'idée d'une patrie délimitée, et c'est pur sophisme de vouloir rattacher ces sentiments à l'existence des polygones éphémères que l'on a découpés sur la rondeur de la planète. Au contraire, il y a complète opposition entre ces impressions premières qui nous relient à la Terre et à la société des hommes, et ces lignes de partage qui empêchent la libre formation des groupements humains, et qui essaient de fixer ce qui, par la nature des choses, est insaisissable, la sympathie des hommes les uns pour les autres, leur esprit de bienveillance mutuelle et de solidarité.* »

« *Historiquement, la patrie fut toujours mauvaise et funeste. Ce fut toujours un domaine revendiqué en propriété exclusive, soit par un maître unique, soit par une bande de maîtres hiérarchisés, soit, comme de nos jours, par un syndicat de classes dirigeantes. Toujours, aussi loin que nous regardions dans le passé,*

toujours les citoyens paisibles parqués dans l'enceinte aux contours changeants furent dressés à travailler, à payer et à se battre ; toujours ils furent opprimés par des parasites, rois, seigneurs, guerriers, magistrats, diplomates, milliardaires. »

« *Et ce sont ces parasites, en lutte avec d'autres bandes de jouisseurs, qui ont marqué ces barrières de séparations entre des voisins que des intérêts communs avaient rendus frères. Et c'est pour défendre ou reporter plus loin ces absurdes limites que les guerres ont succédé aux guerres : il a fallu que chaque borne se plantât sur des cadavres comme autrefois chaque porte de cité*[2]. »

Pourrait-on conclure avec le célèbre géographe que cet amour exclusif du « pays du père » aboutit fatalement à la haine de celui du frère. L'attachement des hommes à l'environnement culturel et naturel dans lequel ils sont nés est un sentiment largement partagé. Le patriotisme le transforme en un ressentiment par ce qu'il l'utilise à des fins de pouvoir.

L'incontournable fédéralisme anarchiste

C'est bien à partir de notre singularité que nous pouvons nous ouvrir à l'autre. L'universel se construit à partir du local. Il est absurde d'en faire une idéologie, c'est-à-dire une division permettant aux maîtres de perpétuer leur pouvoir. À un moment donné, une telle idéologie peut s'avérer émancipatrice dans le cas d'une nation dominée par une autre (décolonisation, minorités ethniques) mais comme l'affirmait l'anthropologue Ernest Gellner, il n'y a pas concrètement de nationalisme universaliste : « *Il se peut que l'efficacité politique du sentiment nationaliste soit très entamée si les nationalistes sont aussi sensibles aux méfaits commis par leur nation qu'à ceux qu'elle subit. [...] Il est impossible que tous les nationalismes soient satisfaits. [...] La satisfaction de certains implique la frustration des autres*[3]. »

Ce que nous proposons en tant qu'anarchistes est différent. Le fédéralisme libertaire, la libre association ne conduisent pas à une perte de repères ou d'identité. Au contraire, c'est par ce que nous sommes conscients de nos limites que nous pensons qu'il est souvent nécessaire de s'associer pour démultiplier nos forces. Mais cette entraide ne doit jamais se faire contre l'autonomie. Un individu, un groupe peuvent toujours se défédérer s'il se sent dominé. De même, la fédération, si elle veut s'étendre, ne peut le faire qu'avec l'accord du groupe qui souhaite se fédérer. L'association puis la fédération entre les groupes et les individus se font sur un contrat qui repose sur la liberté et l'égalité. Le fédéralisme libertaire n'est pas simplement politique mais aussi économique et social. Les individus, les associations, les quartiers, les communes, les régions, les nations peuvent se fédérer mais aussi les forces productives à travers les coopératives ou les syndicats. C'est sur cette horizontalité auto-instituée qu'est basé le projet anarchiste.

Les premiers mouvements d'émancipation ont très tôt cherché à dépasser les frontières. De manière constitutive, le socialisme est internationaliste. Ce qui n'a jamais signifié qu'il entendait, à l'instar du capitalisme, uniformiser toutes les cultures et anéantir le singulier puisque, dans sa conception libertaire, il part nécessairement d'une base locale. C'est bien au contraire le socialisme de caserne qui conduit à un anéantissement des différences. Or l'histoire a condamné depuis bien longtemps les atroces errements staliniens du socialisme dans un seul pays. **G. D.**

1. *Le Système totalitaire*, Seuil, 2005.
2. Élisée Reclus, *Écrits sociaux*, Héros-Limite, 2012.
3. Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Payot, 1994.

Fabriquer un monstre

« Il est très difficile de faire obéir qui ne cherche pas à commander. »
J.-J. Rousseau

Nestor Potkine

Prenons mes voisins. Des gens normaux. En tout cas, pas des brutes. Comment les transformer en brutes ? Comment faire d'un citoyen honnête un maton borné et vicieux ?

On voit l'intérêt de la chose : comprendre comment des institutions transforment des médecins autrichiens en bourreaux, des planteurs de coton en esclavagistes, des instituteurs bolcheviks en chefs de camp.

Les expériences de Zimbardo

Pour savoir, il faut expérimenter. Un professeur de psychologie à l'université de Stanford, Philip Zimbardo, décide donc, en 1971, de créer une fausse prison dans son laboratoire de psychologie.

Il recrute une dizaine d'hommes.

Jeunes.

Normaux.

Très normaux.

Il les soumet aux tests les plus divers pour s'assurer qu'il ne recrute ni schizophrènes, ni paranoïaques, ni maniaco-dépressifs, ni personnes déjà intensément autoritaires ou soumises. Non, Zimbardo ne recrute que ceux qui se situent dans la moyenne de tous les tests. Pour la plupart élèves de Stanford, ils sont censés être cultivés, intelligents, capables de réfléchir. Puis on tire au sort. Ceux-là seront gardiens. Ceux-là seront prisonniers.

L'horrible jeu continue. Les gardiens reçoivent un uniforme. Une matraque. Des lunettes de soleil réfléchissantes, à la fois pour qu'ils se sentent anonymes et pour que les prisonniers les voient moins comme des personnes. Les prisonniers reçoivent un uniforme. On leur met des collants sur la tête pour imiter la boule à zéro, et ils perdent leur nom pour ne plus répondre qu'à un numéro. Nous sommes en 1971. La contestation est partout. Ses « prisonniers » ont les cheveux longs, les manifestations contre la guerre du Vietnam secouent l'Amérique ; Zimbardo craint que ni ses prisonniers ni ses gardiens ne prennent l'expérience au sérieux et qu'il ne perde son temps.

Que non ! L'expérience va s'avérer concluante. Les gardiens vont très vite se persuader que les prisonniers sont des sous-hommes à mater.

Les prisonniers vont très vite perdre espoir et ne plus savoir s'ils sont dans une prison pour rire ou une prison pour souffrir. Le processus sera accéléré par la privation délibérée de sommeil. Les équipes de nuit des gardiens réveillent les prisonniers pour exécuter des appels interminables. Cette pratique facile et pas chère permet de renforcer l'effet des autres techniques, de faire perdre tout repère dans le temps, de plonger les prisonniers dans un éternel présent de soumission et d'humiliation ; le Pentagone lira avec soin les rapports sur l'expérience de Zimbardo et s'en souviendra à Abu Grahib.

Zimbardo lui-même ne comprendra qu'il est urgent d'arrêter l'expérience (au bout d'à peine une semaine) que parce que sa compagne, débarquant sur les lieux, sera horrifiée de découvrir les seaux pleins d'excréments, les prisonniers exécutant à la lettre les ordres les plus imbéciles et les plus humiliants des gardiens, et les gardiens s'ingéniant à inventer les rituels les plus bêtes, les plus insultants pour les prisonniers. Le premier tiers du livre de Philip Zimbardo, *The Lucifer Effect, How Good People Turn Evil* (L'effet Lucifer, comment les bons deviennent méchants) raconte, heure par heure, ce que derrière les glaces sans tain, les caméras et les micros, Zimbardo et son équipe ont vu. Et ce qu'ils ont fait.

Mais surtout ce qu'ils n'ont pas fait.

Et comment eux-mêmes, Zimbardo en particulier, sont tombés dans leur propre piège, ne sachant plus à quelle réalité ils appartenaient. Comment, alors que Zimbardo pouvait disserter des heures sur les problèmes d'éthique dans la recherche, il s'était tellement pris au jeu qu'il ne voyait plus lui-même que « gardiens » et « prisonniers » étaient d'abord des êtres humains que son expérience risquait de sérieusement endommager.

Les scientifiques ne se lancent pas dans des expériences sans avoir une idée derrière la tête. Celle de Zimbardo consistait à démontrer la supériorité de la *situation* sur la *disposition*. En d'autres termes, que les bourreaux des régimes criminels ne sont pas cruels par nature, qu'il n'y a pas de gène de la gégène ; mais que, en revanche, une manipulation adéquate des contextes, des valeurs, des objectifs et des rôles suffit à transformer les uns en maîtres et les autres en esclaves. Bref que la situation suffit à expliquer ce que l'on a souvent attribué à une disposition, à une prédisposition blâmable, à une cruauté innée. Que la cruauté n'est pas un trait ou un penchant incoercible, pas un instinct, mais une adaptation à une situation, en général manipulée d'en haut.

Difficile, à la lecture de *L'Effet Lucifer*, de ne pas en être convaincu. Pour autant, la beauté du livre consiste en ceci qu'il établit que la situation exerce certes un poids énorme, presque irrésistible. Presque.

La résistance à l'autorité

Mais il établit aussi que la situation ne brise ni n'excite jamais tout le monde, tout le temps !

La résistance à l'autorité et à la tentation de l'exercer est toujours possible, même si elle est extraordinairement difficile. Les conséquences d'une telle recherche sont immenses. Ou plutôt elles devraient l'être. Non seulement sur les décisions judiciaires, mais surtout sur la progressive destruction actuelle des protections des accusés et des condamnés (et d'ailleurs de tous les citoyens sans distinction), sur l'analyse et la prévention des crimes de guerre, etc. Et sur les théories anarchistes, à laquelle l'expérience de Zimbardo apporte la plus éclatante des confirmations, comme celle menée par Stanley Milgram. On se souvient que Milgram avait monté un faux laboratoire où l'on demandait aux cobayes d'infliger, au nom de la science, des chocs électriques (simulés, mais à l'insu des cobayes) extrêmement douloureux.

Tant Milgram que Zimbardo apportent la preuve scientifique premièrement que l'on peut, grâce à une manipulation appropriée des contextes et des rôles, transformer la majorité des gens en bourreaux et, deuxièmement, que l'on trouvera cependant toujours des résistants.

Une fois armé de cet abominable mais précieux savoir, Zimbardo en tira les leçons. Dont une liste de six facteurs, tous dus à une situation sociale et non à une disposition psychologique personnelle. En termes plus crus, dus à un système, pas à un salaud : désindividuation, déshumanisation, caricature de l'ennemi, pensée de groupe se substituant à la pensée individuelle, désengagement moral et enfin absolution sociale.

Première recette : désindividuation

Désindividuation. Retirer aux individus dominants leur identité personnelle et y substituer un rôle social – en particulier un rôle consistant à obéir et commander en même temps – est la plus vieille astuce des autorités. Être officier de police signifie ne plus être Jacques Dandelot, époux de Chouchoune et père de Jojotte. En injectant des individus dans des rôles dominants, des rôles de plus de poids que l'identité personnelle, on leur permet de ne plus se placer à égalité avec les personnes dont ils ont la charge, on leur permet de se libérer du sens de la réciprocité et de l'empathie. Dans le cas de l'expérience de Zimbardo, les uniformes, les lunettes de soleil réfléchissantes qui empêchent de voir les yeux de qui les portent – et ceux qui les portent le savent – et l'interdiction d'utiliser le nom d'un garde suffirent à assurer ce processus.

En outre, la désindividuation permet de quitter notre côté apollinien (contrôlé, rationnel, équilibré, pensé) pour adopter notre côté dionysiaque (débridé, impulsif, immédiat), d'agir dans le seul présent, sans normes passées ni contrôles futurs, sans tabous ni craintes. William Golding, dans *Sa Majesté des mouches*, a montré comment les enfants, pour devenir des brutes, doivent d'abord se peindre des masques sur la figure, pour n'être plus des individus connus et reconnus. Un SS, dans son spectaculaire uniforme noir, n'était plus Helmut ou Hans, soumis aux normes sociales de son village natal, de sa Bavière natale, bon fils et bon père, il était un SS ; il était la SS à lui tout seul.

Deuxième recette : déshumanisation

Le même processus, mais partant en sens inverse. Les prisonniers ne sont plus vus comme des êtres humains. La « corvée de bois » des troupes françaises en Algérie, ce n'est pas un assassinat de prisonniers aux mains liées, n'est-ce pas ? Et les « bûches » ? Ce mot fut utilisé tant par des SS que par des gardiens de goulag soviétiques, pour désigner leurs prisonniers. Le sac sur la tête des prisonniers, ou leur tête rasée, leur nudité à Abu Grahib, les numéros qui remplacent leurs noms, tout ceci concourt à transformer les humains en choses. Numéro 788665, cela ne signifie ni Abraham Ben-Gayom, époux de Sarah et père de Moshé, ni Mahmoud Abd-Al-Arik, fils du pharmacien.

Ce n'est pas un prisonnier, c'est un f
population civile,c'est l'eau dans laq

auteur de troubles ; ce n'est pas une quelle nage le poisson de la guérilla.

Troisième recette : caricature de l'ennemi

L'ennemi est menteur (nous, nous maintenons le moral des troupes et de l'arrière), barbare (nous, notre colère est juste), il utilise des armes déloyales (nous utilisons des technologies intelligentes), il tue des innocents (nous éliminons des espions), il est la proie de ses appétits, sexuels ou autres (nous, nous savons nous amuser), c'est lui qui a attaqué (nous nous défendons, en particulier contre d'éventuelles attaques futures). Ce que les États font en grand, toute institution coercitive, tout groupe d'individus dotés d'un pouvoir le fait en petit à l'encontre des personnes soumises à leur sollicitude ; les prisonniers sont ingrats, sales, indisciplinés, bruyants, stupides, sournois. Mieux encore, les ennemis ou les prisonniers deviennent des animaux : le négro est un gorille, le Tutsi est un cafard, le Viet est un serpent, le bicot est un rat, le Juif est une pieuvre…

Quatrième recette : pensée collective

Zimbardo et son équipe furent stupéfaits du contenu des conversations, tant des gardiens que des prisonniers. Voilà, dans chaque camp, un groupe de jeunes hommes raisonnablement intelligents et cultivés, qui ne se connaissaient pas auparavant et qui passent de longues heures sans autre possibilité de rompre l'ennui que de parler les uns avec les autres.

De quoi parlent-ils ? Uniquement de cette « prison » dans laquelle ils se trouvent, des prisonniers pour les gardiens, des gardiens pour les prisonniers. Et ils n'en parlent que de façon à se trouver en accord avec leur groupe. D'où l'escalade de la haine, du mépris et de la cruauté chez les gardiens, de la haine et de la peur chez les prisonniers. Quand un micro-groupe chargé d'exécuter une tâche considère les cibles de cette tâche comme des sous-hommes animés des pires intentions, les normes fondamentales de la simple réciprocité humaine disparaissent.

Cinquième recette : désengagement moral

Quatre méthodes pour l'obtenir.

1) Changer les étiquettes ; torturer un prisonnier est redéfini en « combattre un ennemi ». Bombarder une zone résidentielle est redéfini en « neutraliser un sanctuaire de terroristes ». Allez couper les bras et les jambes des Tutsis à la machette est redéfini en « aller au travail ».

2) Séparer nos actes de leurs conséquences en déplaçant et en diluant notre responsabilité. Établir des plannings d'exécution est redéfini en « obéir aux ordres ». Transmettre ces plannings en pleine connaissance de leur signification est redéfini en « se contenter de signer des papiers ». Conduire des êtres humains à leur mort est caché sous l'assurance que « mon travail est de conduire des trains ».

3) Bloquer la perception des conséquences. Ainsi, ce n'est pas de la torture que de priver quelqu'un de sommeil, puisqu'on ne le frappe pas ; il n'y a pas de soldats américains morts en Irak puisque la télévision n'en montre pas ; on ne gazait que les poux à Auschwitz.

4) Reconstruire notre perception des victimes en en faisant des coupables ; ce n'est pas un prisonnier, c'est un fauteur de troubles ; ce n'est pas une population civile, c'est l'eau dans laquelle nage le poisson de la guérilla ; c'est de leur faute si… ; ils n'avaient qu'à ne pas… ; je les avais prévenus de ne pas…

Sixième recette : absolution sociale

Ceci revient à la pensée collective, mais mise en actes. Nous les humains, animaux sociaux par excellence, nous avons une forte tendance, utile à notre survie, à faire ce que font les autres humains de notre groupe. Si nous sommes immergés dans un groupe, un seul groupe, comme le sont en général les gardiens de prison, comme le furent les SS, les gardiens du KGB, les Khmers rouges, les milices du Rwanda, etc., nous ne voyons plus, comme exemples de comportements, que les actes inhumains perpétrés par les autres membres du groupe. De plus, en les accomplissant à notre tour, nous renforçons nous-mêmes chez les autres membres du groupe la conviction que nos actes de barbarie appartiennent aux actes honorables, puisque notre groupe les honore.

L'importance aussi de la distance sociale

Le livre de Zimbardo peut en définitive se résumer ainsi : prenez des gamins conformistes, pleins de bonne volonté mais pas de sens critique, jetez-les en enfer en les nommant démons en chef et diables de première catégorie, exigez qu'ils alimentent les fourneaux, chauffent les fourches et rôtissent les damnés ; ils s'exécuteront.

Mais il faut ajouter à ces constatations de Zimbardo (et à celles de Milgram) celles que l'on peut faire dériver de la notion de distance sociale.

Georg Simmel, entre autres dans *Philosophie de l'argent*, avait remarqué que l'individu moderne est à présent le point de confluence de milliers de séries d'actions (techniques, financières, culturelles, etc.) si complexes, si nombreuses et si touffues, qu'il n'en voit plus ni l'origine ni le but. Zygmunt Baumann appliqua la constatation de Simmel aux génocides modernes :

– L'extrême division du travail moderne et l'extrême sens moderne d'obéissance aux directives du système, quel que soit le système, permettent de transformer la plupart des gens en tortionnaires, ou en victimes, en diffusant la responsabilité, en diffusant ou en masquant les causes et les conséquences.

– L'extrême division du travail moderne et la manie moderne d'obéissance aux directives du système quel que soit le système, permettent à ses dirigeants de mettre celui-ci au service des actes les plus antisociaux, précisément grâce aux penchants sociaux, coopératifs de l'être humain normal.

Nous avons tant envie de coopérer que nous coopérons même au crime, si celui-ci nous est présenté sous l'aspect du devoir.

Donc, plus une société comporte de hiérarchies, plus elle allonge la distance entre les gens et les conséquences de leurs actes, plus elle allonge la distance entre les dirigeants et les dirigés (et, évidemment plus elle maintient l'existence même de la différence dirigeants/dirigés), plus elle facilite l'oppression. **N. P.**

Peine de mort

Toujours d'actualité

Balancer des chiffres dans ce genre de dossier devient banal, pourtant on se doit de lire ceux que donne Amnesty International dans son dernier rapport. Ils sont plus qu'alarmants, qu'on en juge sur pièce : aux 314 exécutions selon les chiffres officiels, Amnesty insiste pour ajouter celles non confirmées en Iran, ce qui augmenterait les chiffres officiels de presque les trois quarts ! Il faut savoir qu'après la Chine, l'Iran se classe au second rang des cinq pays où la peine de mort est le plus appliquée, devant… l'Irak, l'Arabie saoudite et les États-Unis !

De plus, la lutte pour l'abolition de la peine de mort a pris une belle claque cette année avec l'arrêt des moratoires et la reprise des exécutions en Inde, au Japon, au Pakistan et en Gambie. Par exemple au Japon, après vingt mois d'arrêt, le gouvernement a procédé à sept exécutions. Mais dans son rapport, Amnesty insiste sur la situation « *extrêmement préoccupante* » de l'Irak, où 129 personnes ont été mises à mort en 2012, soit plus du double que l'année précédente. Ces mises à mort sont souvent réalisées à la chaîne, jusqu'à 34 en une seule journée ! La prégnance de la peine de mort est surtout préoccupante au Moyen-Orient, où 99 % des exécutions sont le fait de l'Iran, de l'Arabie saoudite, de l'Irak et du Yémen (pour cause de guerre, Amnesty n'a eu accès à aucune information sur la situation en Syrie). Autre point noir dans le monde : l'Afrique subsaharienne où les exécutions ont beaucoup augmenté, notamment au Soudan et en Gambie, où le moratoire de trente ans vient de s'achever. Sur le continent européen, il est effrayant de constater que la Biélorussie continue à l'appliquer.

Naturellement, les États-Unis viennent aggraver le « score » des pays occidentaux avec pas moins de 43 exécutions. Enfin, pour les motifs, la peine capitale est prononcée dans le monde pour des raisons aussi différentes que les délits financiers, les peines liées à la drogue ou encore pour apostasie, blasphème, sodomie, adultère, quand elle n'est pas tout simplement utilisée pour réduire l'opposition au silence. Petit rayon d'espoir à la fin du rapport, Amnesty souligne que malgré ces résultats alarmants, sur la décennie, la tendance globale à l'abolition dans le monde n'est pas remise en cause… Il n'empêche que si l'on ne dénombrait encore qu'une seule et unique exécution capitale sur cette Terre, il faudrait encore parvenir à faire cesser cette aberration, véritable honte de l'humanité.

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Ça chauffe au Sud

Qui dit mieux ? En Espagne, avril 2013 : 27,6 % de chômeurs. Personne ne fait mieux, même pas la Grèce ; 6 202 700 chômeurs au premier trimestre 2013. Depuis la prise de fonction de Mariano Rajoy en 2011 : 929 100 Espagnols sans emploi de plus. Bravo le libéralisme ; enfin une médaille d'or pour nos voisins ibères qui sont en route pour atteindre la barre des 30 %. Car rien ne semble indiquer que la tendance va s'inverser ; là-bas – comme ici – la sortie du tunnel est sans cesse reportée à plus tard (2015 maintenant) « *quand la reprise… quand la fin de la crise… quand vous aurez accepté d'autres mesures d'austérité…* » Et tout ceci au milieu d'une série de scandales qui alimente la presse espagnole : frasques de la famille royale, avec un souverain protecteur de la cause animale, mais pris la main dans le sac (et sur la gâchette de son fusil) au cours d'un safari pour chasser l'éléphant ; avec un gendre (Iñaki Urdangarín) accusé d'abus de biens sociaux et son épouse (l'infante Cristina) faisant de la publicité pour Noos, pardon, « recommandant » Noos, moyennant rétribution camouflée en frais payés par le biais de la société familiale Aizon. Les 1 500 euros qu'elle a investis se sont transformés en trois ans en 571 000 euros de gains : pauvres aristocrates « obligés » de nos jours d'avoir une activité professionnelle comme de vulgaires roturiers ! Luís Bárceras trésorier national du Parti populaire, se trouve lui aussi empêtré dans une affaire de corruption et de comptabilité parallèle de son organisation politique. Un réseau de médecins, de religieuses et de curés revendant – jusqu'à 6 000 euros – des bébés achetés au Maroc, via Melilla, enclave espagnole dans ce pays du Maghreb.

Là-dessus, un ministre de la Justice (Alberto Ruiz Gallardón) pour qui « *l'avortement n'est pas un droit* » et qui donc entend revenir sur l'application de la loi sur l'avortement en raison de « *son caractère idéologique* ». Un ministre de l'Intérieur (Jorge Fernández Díaz) qui en rajoute une louche en comparant « *l'avortement au terrorisme d'ETA* », et une députée et porte-parole de la commission justice du gouvernement (Beatriz Escudero) déclarant que « *les femmes qui avortent sont celles qui ont fait le moins d'études* » (les plus connes ?). Ça a tout de même fini par susciter les réactions scandalisées de l'opposition et du parti au pouvoir.

Dernières mesures antisociales du gouvernement : la Lomce, loi organique pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. On sait ce qui se cache, en novlangue, derrière le mot « amélioration » : la même chose que derrière celui de « réforme ». Il faut traduire par « détérioration ». Les syndicats ne s'y sont pas trompés, et réunis dans une Plate-forme pour l'éducation publique, ils appelaient 800 000 élèves et 80 000 enseignants à se joindre à la seconde grève générale de l'année dans l'éducation. Nous reviendrons bien sûr plus en détail sur cette grève qui a été suivie à 72 % chez les enseignants et à 90 % chez les élèves.

Ramón Pino
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Au Soudan : 199 condamnations à mort et 19 exécutions ; en Gambie, 36 condamnations à mort, 9 fusillés.

Militaires de tous les pays, unissez-vous !

Qu'est-ce qui rassemble, Israël, l'Iran, la Syrie, le Hezbollah libanais et le petit Hamas ? C'est leur mépris total des populations dites civiles.

Depuis des siècles les soldats ont besoin des autres soldats pour exister. Imaginez un monde où il n'y aurait des soldats que dans un seul pays ! À quoi serviraient-ils ? Et des soldats qui ne bénéficieraient pas d'armes fabriquées par un certain nombre de philanthropes, comment feraient-ils leur métier ? Parfois, il arrive que les soldats n'ont pas assez d'autres soldats en face d'eux, alors, heureusement il y a ceux que l'on appelle les civils qui viennent offrir leur collaboration afin d'offrir des heures supplémentaires aux casernes et aux usines d'armement. Le lecteur va se dire : voilà encore un numéro d'antimilitarisme primaire. Allons donc voir du côté du Moyen-Orient pour réaliser que nous sommes bien en dessous de la réalité.

Le gang des Quatre et demi

Il y a un type qui se dit élu par Dieu, puisqu'il dirige le Hezbollah (Parti de Dieu, dans le texte), il s'appelle Hassan Nasrallah. Il sévit au Liban. Il y en a un autre, un laïc qui réside en Syrie, qui a été élu par le peuple – si, si il le dit –, son nom est Bachar el-Assad. On peut y ajouter un autre laïc, Netanyahou, élu réellement démocratiquement, il dirige un autre pays dont une partie de la population se croit investie d'une mission divine.

À ce trio il faut ajouter le dirigeant d'un État théocratique, qui n'est pas le Vatican. De son prénom, Ali, Khamenei est le guide suprême de l'Iran. Le dernier, qui ne compte que pour une demi-portion, s'appelle Khaled Mechaal, il dirige le Hamas, organisation islamique qui contrôle la bande de Gaza.

Dans le cadre de cet article on peut dire que, d'un point de vue militaire, Mechal dirige une escouade de petits bras qui bricolent quelques petites fusées qui partent faire un tour en Israël sans causer beaucoup de dégâts mais avec un impact psychologique indéniable. Ce qui permet à Tsahal (c'est comme ça qu'on doit nommer la valeureuse armée israélienne) de justifier les dépenses importantes consacrées à la défense d'Israël. C'est le terme qu'il faut donner à l'achat d'armements sophistiqués destinés à une guerre qui ne dit jamais son nom et qui se mène essentiellement contre des civils. Ce qui est une caractéristique locale, même si pas seulement.

La grande peur du danger

C'est le refrain commun de toutes les organisations militaires du monde et particulièrement dans le nôtre. Pour prévenir le danger, il faut s'armer. *Si vis pacem, para bellum* ! S'armer, c'est bien, mais utiliser ses armes, c'est mieux pour les soldats, il faut bien qu'ils s'entraînent et qu'ils renvoient l'ascenseur à leur fournisseur d'armes en en achetant de nouvelles. Y en a un qui est en train de se faire une bombinette, on ne sait pas s'il va y arriver, mais il faut s'y préparer. Combien cela coûte ? Que voilà une question grossière. Juste pour avoir une petite idée, le missile français qui a loupé son coup aurait coûté 120 millions d'euros ; combien aurait-il coûté s'il l'avait réussi ? Pour se défendre contre la probable bombe iranienne, Israël a acheté des avions, une centaine de F-35 Joint Strike Fighter, pour remplacer ses vieux coucous.

Depuis l'annonce de cet achat en 2006, le montant a plus que doublé pour atteindre 5 milliards de dollars… Les constructeurs américains sont très contents et leurs ouvriers itou. En face, l'Iran s'équipe aussi. Les Gardiens de la révolution ont des avions d'origine russe et l'armée régulière se dote de fusées chinoises. Il y aurait plus de 545 000 soldats dans ce pays ; son budget militaire en 2008 aurait été de plus de 9 milliards de dollars et l'actuel président en 2012 l'aurait augmenté de plus de 120 %. Il faut beaucoup de matériel pour pouvoir équiper sérieusement l'allié qui réside au Liban. Celui-là a bien besoin d'un coup de main. Il vient de se faire bousiller un joli stock d'armement, dont des missiles, qui passait par la Syrie. Le méchant qui a fait cela, c'est Israël, bien sûr. Là, cela devient un peu compliqué. L'Iran, république divinement guidée, arme des Libanais pour donner un coup de main à un Assad dont tout un chacun sait que la religion, c'est pas son truc. Sa femme n'est même pas voilée ! Au fond, qu'est-ce qui rassemble, Israël, l'Iran, la Syrie, le Hezbollah libanais et le petit Hamas ? C'est leur mépris total des populations dites civiles. Et aussi les contrats d'armement qui rapportent pas mal de fric aux intermédiaires, gouvernementaux ou pas.

La révolution et l'armée

Les révolutionnaires ont cru longtemps qu'il suffisait de faire basculer les soldats du « bon » côté de la barricade. Ce qui se passe en Syrie montre que les choses sont bien différentes. Au début, la contestation était entièrement civile et pacifique. La répression effrénée du pouvoir syrien a eu pour conséquence que nombre de militaires ont déserté et ont continué après à faire ce qu'ils avaient appris, c'est-à-dire la guerre. Ce qui fait dire à cette comédienne syrienne : « *Notre rêve de révolution est devenu un cauchemar.* » Partout où des militaires ont participé à une révolution de manière active, le nouveau régime est militaire.

Pierre Sommermeyer

Prendre les armes

Refus, résistance, refus de la violence, désobéissance, désobéissance civile, de cette lente évolution est née l'action directe non violente.

André Bernard

Vouloir prendre les armes pour «avoir la paix» peut paraître paradoxal mais en rien absurde.

La guerre pour la paix

Utiliser la violence quand on se trouve devant un assaillant sourd à tout esprit de justice ou de liberté, devant un agresseur qui refuse toute tentative de négociation ou d'apaisement, devant un fasciste, devant un islamiste borné, un patriote expansionniste ou un chrétien demeuré, bref devant tout dogmatisme quel qu'il soit, prendre les armes, faire acte de violence pour se défendre est une attitude parfaitement justifiable.

D'ailleurs, prendre les armes présente un côté exaltant et enthousiasmant ; il n'est que de voir la fougue qui s'empare des hommes lorsqu'ils partent au combat. *La Liberté guidant le peuple* de Delacroix peut illustrer notre propos ainsi que d'autres représentations.

S'armer ou se préparer à la violence, quelle qu'elle soit, est le premier mouvement de tout un chacun devant une situation insupportable.

Cependant, pour vivre en paix, l'être humain est capable de beaucoup accepter, la plupart du temps pour ne maintenir qu'un *statu quo* médiocre ; ainsi, sa capacité d'endurer domination et exploitation étonne. La paix est-elle un bien si précieux ?

Il arrive même que la paix, la paix sociale, s'échange contre une guerre, lointaine si possible, guerre qui sera une diversion aux revendications et doléances diverses.

Mais, avec le temps, quelquefois, la paix tant voulue n'en est plus une ; la position devient intenable ; et, pour rétablir une paix véritable, l'agressé devra prendre les armes et vaincre, si possible, l'agresseur en lui imposant ses propres conditions.

Ainsi, à première vue, prendre les armes et vouloir la paix sont deux assertions, deux attitudes, parfaitement compatibles. On n'imagine pas d'échappatoire à cette alternative.

Pourtant, le mouvement des idées et des pratiques – avec l'histoire qui se déroule – semble avoir dégagé un horizon mental qui paraissait fermé. Une lente maturation s'est faite dans les esprits, maturation que l'on ne peut qu'esquisser ici, mais qu'il est possible de distinguer en visitant des auteurs comme Percy Shelley, Anselme Bellegarrigue, Henry David Thoreau et sans doute de nombreux autres, puis tout récemment un John Holloway accompagné de quelques contemporains.

Ainsi pouvons-nous voir que se sont ébauchées, très laborieusement sans doute, des réponses à l'alternative les armes ou la paix.

Non-violence, les précurseurs

Refus, résistance et créativité. Trois mots qui sont venus tout naturellement sous la plume d'Hélène Fleury dans sa belle préface aux *Écrits de combat* de Shelley, trois mots qui peuvent résumer la ligne de vie de ce poète au grand lyrisme et qui disparut très jeune dans une tempête (1792-1822).

Refus et créativité, ce sont également les mots clés de John Holloway dans son *Crack capitalism*. Un capitalisme qu'il ne s'agit plus de détruire, mais dont il faut refuser passivement l'entretien ; car nous l'alimentons au quotidien, obligés que nous sommes d'assurer notre survie. À cette fin – et l'idée de révolution n'est pas abandonnée par Holloway –, ce dernier propose « *un renversement de la perspective révolutionnaire traditionnelle* » en choisissant la construction d'une société nouvelle qui se ferait au moyen d'une créativité sociale accrue, ce par le développement de « *brèches* » dans l'espace ou tout simplement dans le temps, et par la pratique d'un « *autre faire* ». Son propos, à notre avis, n'en reste malheureusement qu'à l'état d'esquisse.

Nous pouvons remarquer que le capitalisme naissant est contemporain de la vie de Shelley, époque d'industrialisation brutale pour la société anglaise ; c'est le temps de la désertification forcée des campagnes et de l'expulsion non moins brutale des paysans vers les villes pour constituer les masses prolétariennes qui peupleront usines et ateliers. Shelley prendra parti pour ces nouveaux exploités en se révoltant contre leur effroyable misère. « *Debout ! Comme des lions qui s'éveillent en nombre invincible ! Secouez vos chaînes, telle une rosée qui dans votre sommeil serait tombée sur vous ! Vous êtes beaucoup, ils sont peu.* »

Si Shelley se révolte, c'est en exaltant un esprit de désobéissance proche de l'esprit du refus et de la résistance : « *L'homme à l'âme vertueuse ne commande ni n'obéit. Le pouvoir, comme une peste désolante, souille tout ce qu'il touche ; et l'obéissance, fléau de tout génie, toute vertu, toute liberté, toute vérité, des hommes fait des esclaves, et de l'organisme humain un automate, une machine* » (*La Reine Mab*, III).

Et on s'étonnera de découvrir sous la plume du poète ce que l'on ne peut décrire autrement que comme un balbutiement de la non-violence : « *Restez calmes et résolus, comme une forêt dense et muette, les bras croisés, et avec des regards valant des armes invincibles.* »

« *Les bras croisés et d'un œil stoïque, avec peu de crainte et encore moins d'étonnement, regardez-les pendant qu'ils tuent, jusqu'à ce que leur rage s'évanouisse* » (*La Mascarade de l'anarchie*).

Quand Shelley meurt à 30 ans, Anselme Bellegarrigue (1813-1869) n'est encore qu'un enfant. Il fut, sans aucun doute, le premier libertaire à se déclarer tel, le premier anarchiste individualiste et aussi le premier libertaire à dire son refus de la violence révolutionnaire.

« *Quand le peuple aura bien compris la position qui lui est réservée dans ces saturnales qu'il paie, quand il se sera rendu compte du rôle ignoble et stupide qu'on lui fait jouer, il saura que la révolution armée est une hérésie au point de vue des principes ; il saura que la violence est l'antipode du droit ; et, une fois fixé sur la moralité et les tendances des partis violents, qu'ils soient d'ailleurs gouvernementaux ou révolutionnaires, il fera sa révolution à lui, par la force unique du droit…* »

Le texte date de 1848.

En 1849, Thoreau publie son essai sur la désobéissance civile. Il écrit dans son *Journal*, 1837-1840, p. 204 (Finitude éd.) : « *Les révolutions les plus grandes et les plus visibles sont l'œuvre de l'air au pied léger, de l'eau au pas furtif et du feu souterrain.* »

L'action directe non violente

Refus, résistance, refus de la violence, désobéissance, désobéissance civile, cette lente évolution débouchera sur ce que nous nommons maintenant l'action directe non violente, action qui ne fait son apparition en France qu'en 1959, pendant la guerre d'Algérie, mais qui s'est manifestée en de nombreux autres endroits de par le monde.

Quant à la créativité, sociale ou artistique, c'est un chantier ouvert devant nous.

Suite à la publication de son livre *l'Intelligence politique de la Révolution française* et dans un entretien au *Monde* du 15 février 2013 intitulé « Pour la Révolution, la qualité première, c'est la défiance, pas l'obéissance », Sophie Wahnich écrit : « *La question de l'obéissance et de la soumission fut notamment au centre des réflexions révolutionnaires.* »

Quand Julie Clarini lui demande : « *La Révolution débouche sur le retour spectaculaire d'un chef, sous les traits de Napoléon. Qu'en conclure ?* », Sophie Wahnich répond : « *C'est un des enjeux forts auxquels réfléchissent les révolutionnaires. Pour un certain nombre d'entre eux, si on doit être contre la guerre, c'est, bien sûr, parce qu'on n'apporte pas la liberté à la pointe d'un fusil, mais c'est aussi parce que dans une période de guerre, le pouvoir exécutif prend le dessus. Le danger de la soumission à un chef militaire est pointé dès 1791 par Robespierre, puis à nouveau par Billaud-Varennes dans son discours du 1er floréal, an II (avril 1794) : « Quand on a douze armées sous la tente […], l'influence militaire et l'ambition d'un chef entreprenant qui sort tout à coup de la ligne sont […] à redouter. L'histoire nous apprend que c'est par là que toutes les républiques ont péri. »*

« *Par la suite, sous le Directoire, on va utiliser le pouvoir militaire pour protéger le pouvoir civil ; autrement dit, le pouvoir exécutif de cette période habitue la société à l'idée qu'on peut avoir besoin de se soumettre au pouvoir militaire. Napoléon sort de cela.* » **A. B.**

Sources :

Sophie Wahnich, *L'Intelligence politique de la Révolution française*, Textuel, 200 p.

Percy Shelley, *Écrits de combat*, l'Insomniaque, 2012, 288 p.

Michel Perraudeau, *Anselme Bellegarrigue, le premier des libertaires*, Éditions libertaires, 2012, 290 p.

John Holloway, *Crack capitalism, 33 thèses contre le capital*, Libertalia, 2012, 462 p.

Vous avez dit Arendt ?

« Nul ne peut être citoyen du monde comme il est citoyen de son pays »

Pour accompagner la sortie du film que Margareth von Trotta lui a consacré, il a été nécessaire de présenter Hannah Arendt au grand public. Alors que dans le livret de presse allemand, la formule « *die berühmte Philosophin und Schriftstellerin* » (la célèbre philosophe et écrivaine) suffit, dans celui destiné à la presse française, la page 4 comme la quatrième de couverture doivent préciser : « *la philosophe juive allemande* ». D'évidence, en France, Hannah Arendt n'est pas aussi célèbre qu'outre-Rhin… Le livret faisant son office, la plupart des journalistes reprennent la formulation proposée avec parfois cependant quelques variantes : « *L'intellectuelle d'origine juive allemande* » pour Pierre Haski, sur *Rue 89*, par exemple.

Quant à moi je préfère : « Hannah Arendt, une Allemande libre-penseuse et théoricienne politique considérée comme juive par les lois scélérates de Nuremberg. » Alors certes, c'est un peu plus long mais l'ordre et la formulation sont d'importance.

Une : c'est une femme qui adorait la vie et les hommes ; son dernier mari, Heinrich Blücher (Axel Milberg, très convaincant), un communiste antistalinien proche de Rosa Luxemburg, la gratifie en la quittant d'un « *Kuß und Klaps* » (une bise et une tape) très prolétarien ;

Allemande : elle est née en Allemagne et se considérait comme telle ;

Libre-penseuse et théoricienne politique : si elle a étudié la philosophie avec les plus grands et soutenu une thèse brillante sur saint Augustin, elle a renoncé à se dire philosophe après son départ d'Allemagne ; quant aux philosophes patentés et jaloux de sa renommée mondiale, ils se refusent à la considérer comme telle ;

Considéré comme juive : parce que des racistes ayant promulgué des lois racistes, elle s'est découverte juive ; avec l'arrivée des nazis au pouvoir, elle a dû fuir l'Allemagne puis la France où elle était internée au camp de Gurs, pour éviter la déportation et la mort. Elle a été ensuite sommée de se définir en tant que juive et ses thèses ont été critiquées en utilisant ce filtre.

En fait, toutes ces questions de formulation renvoient aux questions sensibles liées aux identités… Et les dénominations disent autant, voire plus, sur les formations sociales qui les utilisent que sur les personnes qu'elles tentent de présenter.

Hannah telle qu'en elle-même

Mais elle, comment se serait-elle elle-même définie ? « *Je n'appartiens pas à un peuple* » lui fait dire Margarethe von Trotta dans son film en réponse à une injonction de son vieil ami et mentor Kurt Blumenfeld (Michael Degan) d'aimer le peuple juif. Sans doute, la cinéaste allemande ne tient pas à être accusée de récupération nationaliste (pourtant complètement étrangère à toute sa démarche) en la qualifiant d'Allemande : la sensibilité du sujet reste toujours grande pour les intellectuels allemands surtout s'ils sont nés à Berlin en 1941 et qu'ils ont *bu le lait noir* (pour paraphraser Paul Celan, car il n'y a pas que les Juifs qui ont eu à vivre avec le poids de ce passé insupportable et singulièrement les jeunes Allemands qui ont dû se construire après la Deuxième Guerre mondiale)…

Pour autant, Hannah Arendt refusait la notion de citoyen du monde. Elle commence un article publié en 1957 (« Karl Jaspers : citoyen du monde ? ») par une affirmation sans ambiguïté qu'elle va démontrer par la suite : « *Nul ne peut être citoyen du monde comme il est citoyen de son pays.* »

Par ailleurs, dans une lettre le 19 février 1953 à son ancien professeur et toujours ami Karl Jaspers, elle a répondu clairement à la question de son identité : « *Je peux promettre de ne jamais cesser d'être une Allemande au sens où vous l'entendez ; c'est-à-dire que je ne renierai rien, ni votre Allemagne et celle de Heinrich, ni la tradition dans laquelle j'ai grandi, la langue dans laquelle je pense et dans laquelle ont été écrits les poèmes que je préfère. Je ne me raconterai pas d'histoires, je ne m'inventerai ni un passé juif ni un passé américain.* »

Pourtant, malgré cette prise de position sans ambiguïté, cette correspondance publiée en 1996 chez Payot est néanmoins présentée en quatrième de couverture ainsi : « *Ce livre est un dialogue fascinant entre un homme et une femme, une juive et un Allemand.* » La fonction de cette page est d'accrocher le lecteur, de faire vendre ; habituellement, elle est rédigée par le service communication et marketing de l'éditeur qui ne lit pas forcément le livre mais cherche à s'adresser au lectorat le plus large, en l'espèce français : le dialogue entre une Juive et un Allemand doit être assurément plus vendeur que la correspondance entre une Allemande et un Allemand ou entre deux penseurs allemands. Ce faisant, la terminologie employée continue de faire perdurer des idées nauséabondes…

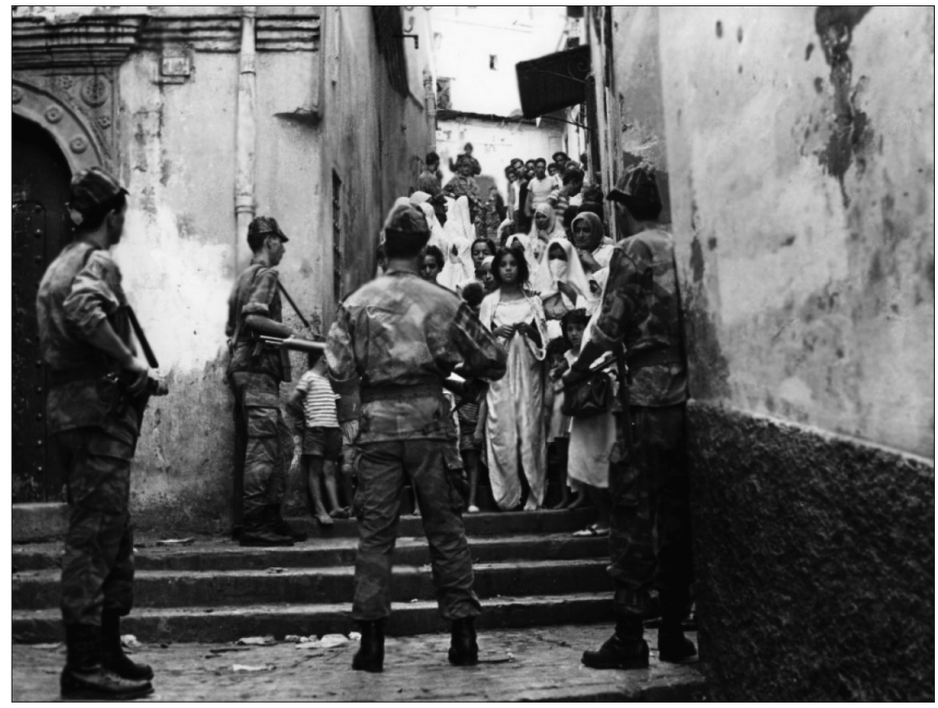
Mato-Topé

Des idées…

mais aussi de la violence et du sang

La social-démocratie aux commandes, en pleine crise économique et financière, met à mal les espoirs des travailleurs et des écologistes. Retour sur l'histoire de la gauche.

Serge Moulis



Une guerre coloniale baptisée « opération de police » et déclenchée par un gouvernement de gauche…
Tiré de *La Bataille d'Alger,* de Gillo Pontecorvo (1966)

Si la distinction nette entre gauche et droite dans la population française ne date vraiment ni des Lumières ni de la Révolution, elle plonge malgré tout ses racines non seulement dans les débats d'idées du XVIIIe siècle, mais aussi dans les placements successifs des délégués dans les diverses assemblées de la période révolutionnaire qui a ouvert la voie à la fin de la monarchie et de l'aristocratie. À ma droite, les conservateurs de tous poils, qui défendent des prérogatives de classe ne concernant qu'une relative minorité et cherchent à ralentir l'évolution des idées et – surtout – de leur mise en application par la législation. À ma gauche, les novateurs et ceux qui mettent en avant le peuple, c'est-à-dire une très grande majorité de la population de notre pays.

Bien sûr, les confrontations frontales sont régulières et inéluctables entre ces deux entités politico-sociales. Mais aussi, les luttes, parfois fratricides, sont fréquentes entre les divers courants composant la gauche que l'on retrouve aujourd'hui encore dans les partis politiques, pendant et entre les élections : gauche libérale, radicaux, socialistes et communistes, anarchistes.

Le grand écart entre la frange libérale et les anarchistes à l'extrême gauche ne peut qu'être source de difficultés relationnelles entre des gouvernements trop à droite et des citoyens demandeurs de réformes fortes et sans fioritures !

Histoire et grandes figures

Après un historique allant de la période des Lumières au schisme du congrès de Tours et au Cartel des gauches, l'auteur – historien du syndicalisme révolutionnaire et de la culture politique, passé de la rédaction du *Nouvel Observateur* à *Marianne* – s'attache à placer la gauche dans le système politique français puis en étudie les temps modernes, de la descente aux enfers de la IVe République qui se finit avec une totale décomposition de la gauche exsangue à l'émancipation des partis (intellectuels, étudiants, associations, syndicats : gauche sociale) suite à la période gaullienne close par le soulèvement de 1968. Puis viennent la période mitterrandienne, la gauche au pouvoir avec ou sans cohabitation, suivie par la gauche dans l'opposition à Chirac puis à Sarkozy après l'échec de Jospin. Enfin le retour de la social-démocratie aux commandes, en pleine crise économique et financière, met à mal les espoirs des travailleurs et des écologistes.

Outre une étude complète des 250 ans de cette histoire si riche – la Révolution française ; les Première, Deuxième et Troisième Républiques ; la Commune ; l'affaire Dreyfus ; la laïcité ; le Front populaire (référence incontournable encore aujourd'hui) –, Jacques Julliard se plaît à nous proposer de très intéressants portraits croisés des tenants de l'une ou l'autre des tendances de la gauche : Voltaire-Rousseau, Robespierre-Danton, Chateaubriand-Constant, Thiers-Blanqui, Hugo-Lamartine, Gambetta-Ferry, Clemenceau-Jaurès, Poincaré-Briand, Thorez-Blum, Sartre-Camus et enfin Mendès France-Mitterrand.

Si l'on connaît les grands traits de l'aventure dont nous vivons aujourd'hui une nouvelle épopée, cet ouvrage de 885 pages a le mérite de remettre à plat tous les événements, de montrer les belles réalisations et les rêves humanistes sans cacher les moments honteux et sanglants.

Jacques Julliard, *Les Gauches françaises, 1762-2012. Histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2012, 25 euros.

La « famille politique » libertaire

La « famille » libertaire est décrite en une trentaine de pages : au commencement, Proudhon, le père spirituel en France. « *Un homme qui a su fédérer dans l'exécration tant d'hommes et de femmes que par ailleurs tout oppose ne saurait être complètement mauvais.* » Puis Bakounine… Des femmes sont aussi présentes, en particulier Louise Michel et son rôle dans la Commune. En 1920, les anarcho-syndicalistes déclarent

l'indépendance du syndicalisme par rapport à la politique, avec l'idéal de l'action directe (qui n'est pas synonyme de violence) qui oppose la lutte sur les lieux de travail et l'action électorale ou parlementaire. La lutte des classes et la grève générale sont l'aboutissement extrême de l'âpreté du combat de la classe ouvrière contre la société bourgeoise. La Première Guerre mondiale fut un tournant décisif dans la survie des anarchistes qui avaient, depuis la fin du XIXe siècle, profité des divisions internes du concurrent socialiste et qui devaient alors faire face à un nouvel adversaire, le communisme bolchevique. Si Lecoin fit du pacifisme son seul cheval de bataille, Monatte, Chambelland et Guérin, avec *La Révolution prolétarienne*, tinrent le flambeau d'un syndicalisme libre, rejoints dans les années trente par Simone Weil, «*génial électron libre du filon libertaire*».

À côté de cet anarchisme «véritable» de gauche, certains intellectuels se réclament d'un «anarchisme de droite»: Anouilh, Aymé, Nimier, Blondin, Céline, Cioran, Autant-Lara, Yanne, Audiard, Gabin, etc. Des machistes viscéraux parmi lesquels aucune femme ne peut se glisser, nostalgiques d'un ordre perdu et pour beaucoup sympathisants du régime de Vichy. Cet amalgame d'individus n'a ni programme, ni reconnaissance de classe et «*cette sensibilité-là est aux antipodes du véritable esprit libertaire*».

1968 et après

En 1968, à gauche, les maoïstes, trotskistes et anarchistes occupèrent tout l'espace: la droite ne se réveilla qu'à la toute fin en soutien à de Gaulle. Les partis politiques traditionnels de gauche et la plupart des syndicats furent absents des événements. Continuité entre le libertarisme étudiant et la contestation de toute autorité du vieil anarchisme ouvrier, le mouvement répercuta ses ondes dans tous les domaines de la vie de la société, avec la remise en cause de tout commandement et l'irruption d'une idée nouvelle en France: l'autogestion. Mais s'il est un point où la rupture avec le fond puritain des anarchistes fut complète, c'est celui de la libération des mœurs. «*La diffusion des idées libertaires est devenue un phénomène durable qui excède de beaucoup les frontières traditionnelles de la famille anarchiste. [...] La déviation actuelle du libertarisme est l'individualisme vulgaire et égoïste, une négation de l'intérêt général, accompagnée d'une vision consumériste de l'État et des institutions sociales.*»

Vous l'aurez compris, ce gros dossier, passionnant et riche d'informations (les notes sont souvent très fouillées et apportent de forts éclaircissements), se doit d'être lu et retenu, toujours à portée de main… Sa bibliographie permettra à chacun de creuser tel ou tel point de détail. Jacques Julliard ne peut qu'être remercié pour être allé au bout de l'aventure, menant ce travail titanesque à sa conclusion sans céder à la tentation de l'abandon devant les difficultés rencontrées. **S. M.**

Intellos & révolution

Il y a des questions qui restent sans réponse, comme l'échec des révolutions ou la puissance de l'inertie. Pourtant, à chaque nouvelle période de crise, ces mêmes questions ressurgissent et assaillent tous ceux qui souhaitent en finir avec un système n'engendrant qu'inégalités, mépris, frustrations et souffrances. Difficile cependant d'échapper à un piège aussi bien construit avant d'en avoir parfaitement compris les mécanismes.

Depuis 1936, de l'eau a coulé sous les ponts et les multinationales ont su profiter du flux porteur pour établir et appliquer une stratégie qui désormais ne laisserait plus aucune chance à aucune sorte de révolution. Au moment d'éviter un nouveau désastre – et ce moment approche –, il n'est pas superflu de jeter un regard rétrospectif sur la période du Front populaire si l'on veut comprendre une bonne fois comment on dépossède un peuple de son droit au changement.

Les éditions Ypsilon viennent de publier simultanément deux ouvrages qui ne peuvent mieux tomber puisqu'ils concernent le rapport entre les intellectuels et la révolution, et tout particulièrement, les cahiers de la revue *Contre-attaque* publiés entre 1935 et 1936 où l'on découvre sous l'éclairante approche de Michel Surya (préfacier et concepteur du dossier) certains aspects inattendus des parcours croisés de Bataille et de Breton. Ce travail remarquable montre que privées l'une de l'autre, poésie et politique deviennent infirmes et que chacune est pour l'autre la voie par laquelle s'ouvre son cercle restreint. On acquiert à la lecture la ferme conviction que quelle que soit la période à laquelle une question de fond reste en suspens, celle-ci réapparaître et se posera encore dès que le contexte redeviendra favorable à son émergence. Face à l'échec, le possible ne renonce pas. Il espère, s'agite, pense, s'organise.

L'Amertume et la Pierre, l'autre livre, le parallèle en quelque sorte du premier, est un ensemble de poèmes et des textes en prose écrits par des poètes grecs incarcérés au camp de Makronissos entre 1947 et 1951, parmi lesquels Ritsos, Alexandrou, Livatidis, Patrikios. La traduction et la préface ont été confiées à deux grands connaisseurs de la poésie grecque, Pascal Neveu pour l'une, Dominique Grandmont pour l'autre. Ce livre est un peu le pendant obscur du premier, car il n'est plus du tout question entre ces pages d'avenir politique, mais seulement de résistance et de survie dans des conditions à peine moins cruelles que dans les camps d'extermination allemands.

On y vérifie hélas ce que l'on sait depuis toujours sans réussir à y remédier: que la souffrance est intolérable parce qu'arbitraire et inutile. Impossible de ne pas signaler au passage un autre livre publié par la même maison. La correspondance inédite entre Roger Gilbert-Lecomte et Léon Pierre-Quint. Et ceci nous renvoie au Grand Jeu, mouvement littéraire le plus expérimental de cette époque, et le plus turbulent, mais sans doute le plus essentiel aussi, puisqu'il ne peut y avoir de vraie révolution sans pensée vraie. C'est un document pathétique, d'une renversante actualité, face auquel on se sent impuissant. Homosexuel, drogué, mi-maquereau mi-victime, Gilbert-Lecomte rassemblait sur lui toutes les souffrances qui devaient le conduire à la mort horrible que l'on sait. Le drame ferait presque oublier la beauté de ces anges que sont les hommes assez fous pour croire à la vertu des mots.

Claude Margat

Contre-Attaque, union de lutte des intellectuels révolutionnaire 1935-1936, Georges Bataille-André Breton. Préface de Michel Surya, éditions Ypsilon, 15 euros.

L'Amertume et la Pierre. Poètes au camp de Makronissos 1947-1951. Choix, traduction et postface de Pascal Neveu, préface de Dominique Grandmont, éditions Ypsilon, 19 euros.

Roger Gilberty-Lecomte & Léon Pierre-Quint, *Correspondance 1927-1939*, éditions Ypsilon.

Publico, decrescendo

La librairie de Monde libertaire sera dorénavant fermée le lundi. La librairie reste ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 19h30 et le samedi de 10 heures à 19h30. À bientôt !

Librairie Publico,
145, rue Amelot, 75011 Paris
01 48 05 34 08 – librairie-publico@sfr.fr

***Le Monde libertaire* hors-série est en vente en kiosque jusqu'au 31 juillet 2013.**

71e congrès de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste tiendra son 71e congrès les 18, 19 et 20 mai à Cluny en Saône-et-Loire.

Chaque année, le congrès réunit les délégués des groupes et liaisons ainsi que les adhérents individuels afin de faire le point de la situation morale et financière de la Fédération anarchiste et de ses œuvres. Le congrès permet également de débattre des motions, propositions et mandats, pour en tirer les grandes lignes des campagnes à mener au cours de l'année, et adopter les décisions nécessaires à la bonne marche de la fédération.

La première journée du samedi sera consacrée aux rapports des secrétariats et des œuvres de la fédération (*Monde libertaire*, Radio libertaire, Librairie du Monde libertaire, Éditions du Monde libertaire). Elle se poursuivra par les interventions des organisations invitées puis par des débats en séances plénières sur la situation internationale et sur l'Internationale des Fédérations anarchistes – dont la Fédération anarchiste assume le secrétariat pour un mandat de quatre ans –, sur l'anarcho-syndicalisme animée par la Coordination syndicaliste de la FA puis sur le fédéralisme libertaire. La journée se concluera par une soirée festive et musicale.

La journée du dimanche est dédiée aux travaux en commissions qui porteront notamment sur *Le Monde libertaire* et ses quatre formules (hebdomadaire, hors-série, quinzomadaire gratuit et édition Web), sur les nouvelles technologies, sur les alternatives anarchistes en actes et le partage des expériences autogestionnaires, sur notre bulletin intérieur, sur notre librairie fédérale et enfin sur notre fonctionnement collectif et sur l'évolution de nos principes de base. Cette seconde journée se concluera par les rapports des commissions et par un débat en séance plénière sur le féminisme libertaire et l'antisexisme.

La dernière journée du lundi est consacrée à l'adoption des motions et des mandats puis à la nomination des nouveaux secrétaires et administrateurs.

Nous reviendrons dans un prochain *Monde libertaire* sur un bilan de ce 71e congrès ainsi que sur les motions qui auront été adoptées.

Julien
Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 16 mai

12 heures > 14 h heures. Bibliomanie. René de Ceccatty, *Pour un renoncement*, aux Éditions Flammarion.

Samedi 18 mai

10 heures > 11 h 30. La Philanthropie de l'ouvrier charpentier.

11 h 30 > 13 h 30. Chronique syndicale.

13 h 30 > 15 h 30. Chroniques rebelles.

Lundi 20 mai

11 heures > 13 heures. Lundi matin. Infos et revue de presse.

Mardi 21 mai

18 heures > 19 h 30. Idéaux et débats reçoit en direct Serge Brussolo pour son retour tant attendu à la science-fiction avec *Frontière barbare* (Folio SF).

19 h 30 > 20 h 30 Parole d'associations. Actions et alternatives dans un bidonville de Bogota en Colombie avec la Fondation Oasis et Sandra.

Mercredi 22 mai

10 h 30 > 12 heures. Blues en liberté. Snooks Eaglin. Le juke-box de la Nouvelle-Orléans.

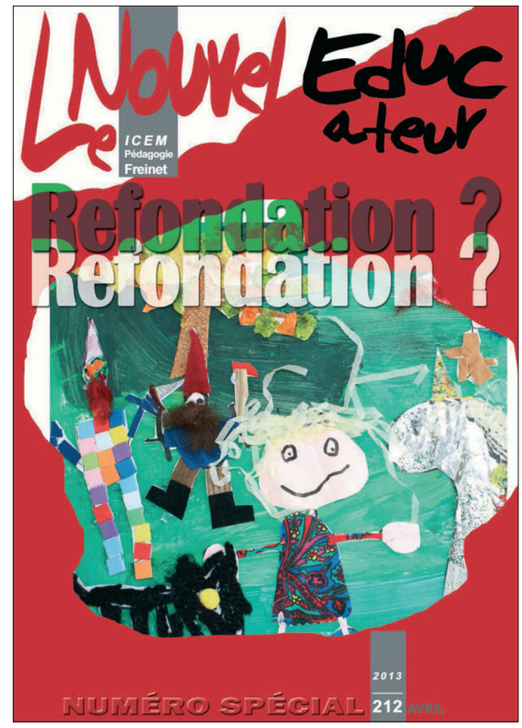
18 h 30 > 20 h 30. Femmes libres. Béa Tristan, accompagnée de Patrick Kipper de l'association Mots et musiques, pour son nouvel album M. Mecano et le concert du 25 mai à l'espace François-Mauriac à Sevran (93). Ensuite Marie-Claire Calmus avec son premier CD *Passions et révoltes*.

20 h 30 > 22 h 30. Ras les murs. Actualité des luttes des prisonniers contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

89.4 MHZ en région parisienne — r1.federation-anarchiste.org

Dijon

Le groupe La Mistoufle de la Fédération anarchiste ouvre sa **Bibliothèque La Sociale**, tous les jeudis de 18 à 20 heures au 6, impasse Quentin (Quartier des halles) à Dijon.



Le Nouvel Éducateur

Avril 2013, l'ICEM-pédagogie Freinet consacre un numéro spécial où se déclinent ses propositions pour une école populaire et émancipatrice et la lecture critique du projet de loi. En effet, la flambée d'espoirs qui a jailli après plus de cinq ans de régression pédagogique et de renoncement éducatif a rapidement laissé place aux déceptions et aux désillusions, même s'il semble encore possible de transformer l'école et le quotidien de tous les enfants.

De nombreux amis de la pédagogie Freinet ont apporté leur parole dans ce numéro exceptionnel de 100 pages.

editions-icem@wanadoo.fr

Soutenez-nous !

La librairie du Monde libertaire a besoin de vous.

La librairie du Monde libertaire, c'est :

– un espace militant accessible trente-huit heures par semaine, cinquante semaines par an…
– des livres, encore des livres, et puis des revues, et des DVD, des CD…
– des débats, des films, des expos, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier…
– un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste…
– des ouvrages accessibles partout grâce à la diffusion par correspondance…

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades… bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples, important face à la montée du racisme et du nationalisme, important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

Nous lançons donc une souscription pour notre librairie.

Vous pouvez nous aider :

– par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de Publico à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris)
– en espèce ou carte bleue directement à la librairie
– sur notre site librairie-publico. com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

Le mouvement libertaire a besoin de sa librairie, nous avons besoin de votre aide pour la faire vivre ! Ami.e.s, compagnes et compagnons, nous comptons sur vous.

Jusqu'au 18 mai

Paris VIe

La galerie Samantha-Sellem présente une exposition Marcos Carrasquer. Du mardi au samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. 5, rue Jacques-Callot.

21 et 22 mai

Montréal (Canada)

8e Festival international de théâtre anarchiste de Montréal, (Fitam).

Avec la participation de 28 artistes en provenance de la Belgique, du Québec et de Montréal.
À La Sala Rossa, 4848 bd Saint-Laurent, 19 h 30 (en français et en anglais). Billets disponibles au coût de 12 dollars à la librairie anarchiste L'Insoumise située au 2033, bd Saint-Laurent (514-313-3489) ou à la porte et en ligne sur le site de la Sala Rossa. Pas de sièges réservés.

25 et 26 mai

Montréal (Canada)

Le Fitam fait partie du Festival de l'anarchie de Montréal qui inclut notamment le **Salon du livre anarchiste de Montréal.**

Jeudi 16 mai

Merlieux (02)

18 h 30. Rencontre-débat avec Patrick Pelloux autour de ses livres sur les urgences, tant à l'hôpital qu'au Samu. Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Elancourt (78)

20 h 30. « Créer une monnaie locale au service de l'intérêt général. » Marie-Louise Duboin, auteur de *Mais où va l'argent ?*, Éditions du Sextant, 2007. Le Prisme, centre commercial des Sept Mares.

Paris XIe

19 h 30. « Guy Debord, un art de la guerre. » Débat en présence de plusieurs auteurs du catalogue de l'exposition consacrée à Guy Debord à la BnF. 23, rue Voltaire.

Paris XVIIIe

19 heures. « ZAD partout ! », soirée d'ouverture du Frap. Cité de la Chapelle.

Vendredi 17 mai

Gallargues-le-Montueux (30)

20 heures. « Alors, contre la finance, que faire ? » Avec François Ruffin Directeur de *Fakir*, journaliste. Bar de la Renaissance, place du Coudoulier.

Bordeaux (33)

19 heures. Les 50 ans de l'Athénée libertaire. Apéro, surprise vidéo, chorale. 7, rue du Muguet.

Redon (35)

20 heures. Réunion publique « Syndicalisme et émancipation humaine. Quel pourrait être le rôle du syndicalisme aujourd'hui ? Comment redonner de la force aux travailleurs ? » Avec la projection du film documentaire *Histoire de la grève générale* et en présence de militants syndicalistes anarchistes. Au centre social Confluence, rue Guy-Pabois.

Samedi 18 mai

Lyon (69)

15 heures. *Dédale, un fil vers la démocratie* (80 mn), documentaire coréalisé par Emmanuel Borgetto, Laurent Lhermite, Alice Tabart et Christian Vialaret. Projection suivie d'une discussion sur l'autogestion et les alternatives en « démocratie ». Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe.

Montreuil (93)

14 heures. À l'occasion de la sortie de la revue *Théâtre(s) politiques(s)*, rencontre autour des représentations de la Commune de Paris. 14 heures : concert de Riton la Manivelle et ouverture de l'exposition. 15 heures : spectacle *Morte ou vive… ? Vive la Commune* de la compagnie Même si. 17 h 30 : présentation de la revue et table ronde sur les représentations de la Commune. 19 h 30 : intervention d'Armand Gatti. 20 heures : banquet communard. La Parole errante à la Maison de l'arbre. 9, rue François-Debergue.

Paris XIIe

13 heures. Fête du livre libertaire. Des centaines de livres d'occasion. À la librairie L'Émancipation, 8, impasse Crozatier. M° Faidherbe-Chaligny (ligne 8) ou Gare-de-Lyon (lignes 1 et 14).

Mardi 21 mai

Montréal (Québec, Canada)

19 heures. Conférence-débat de Philippe Corcuff sur les enjeux pour la gauche de gauche en France. Organisée par l'Université populaire de Montréal et la revue *À Bâbord !*. Bar populaire : 6584 Saint-Laurent.

Limoges (87)

20 heures. Projection de *La Saga des Conti*, organisée par Mémoire à vif. Avec Xavier Mathieu. Cinéma Le Lido, avenue du Général-de-Gaulle.

Mercredi 22 mai

Angers (49)

20 h 30. Projection-débat : « Pour en finir avec l'austérité : révolution ! autogestion ! » 26, rue Maillé.

Jeudi 23 mai

Nantes (44)

20 h 30. Rencontre-débat : « Défaites vos idées reçues sur l'anarchisme. » Au B17, rue Paul-Bellamy.

Orléans (45)

20 h 30. Le groupe Gaston-Couté organise un débat autour de *L'Éloge de la passe, le sport comme pratique libertaire*. Avec l'auteur, Wally Rosell. Au Chiendent, rue de Bourgogne.

Vendredi 24 mai

Paris XVIIIe

19 h 30. « La distribution de la presse : luttes d'hier et d'aujourd'hui. » Organisé par le groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses.

Le groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste présente

La distribution de la presse en France
luttes d'hier et d'aujourd'hui

Avec des salariés de la presse et des kiosquiers

Le 24 mai à 19 h 30
Bibliothèque libertaire La Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris (M° Abbesses ou Blanche)